



Plan ministériel

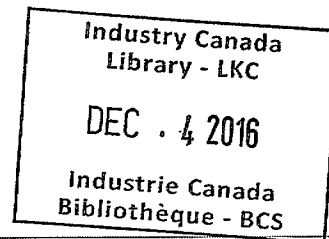
2016-2017: Mise à jour en milieu d'exercice

Priorités annuelles et planification des investissements
jusqu'en 2020-2021

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
But.....	1
Contenu du plan.....	1
CONTEXTE D'INNOVATION, SCIENCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA.....	2
Environnement opérationnel d'isde.....	3
Gouvernance ministérielle.....	4
OBJECTIFS ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES.....	5
Alignement avec les stratégies du gouvernement du canada.....	6
Un horizon de 5 ans.....	6
Programme de 2016-2017.....	7
RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 : LE MARCHÉ CANADIEN EST EFFICACE ET CONCURRENTIEL.....	12
Objectifs.....	13
Priorités de 2016-2017.....	13
Aperçu financier.....	23
Risques organisationnels.....	31
Stratégies des ressources humaines.....	32
RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 : LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LES DOMAINES DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE, DES CONNAISSANCES ET DE L'INNOVATION RENFORCENT L'ÉCONOMIE CANADIENNE.....	34
Objectifs.....	35
Priorités de 2016-17.....	35
Aperçu financier.....	41
Risques organisationnels.....	43
Stratégies en ressources humaines.....	43
RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 : LES ENTREPRISES ET LES COLLECTIVITÉS CANADIENNES SONT COMPÉTITIVES.....	44
Objectifs.....	45

Priorités de 2016-2017	46
Aperçu financier.....	57
Risques organisationnels.....	61
Stratégies en ressources humaines	61
SERVICES INTERNES.....	64
Objectifs.....	65
Innovation 2020.....	65
Aperçu financier.....	80
Risques organisationnels.....	84
Stratégies en ressources humaines	85



INTRODUCTION

BUT

Le Plan ministériel d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) est un document exhaustif qui comprend la planification des investissements, la planification des activités ainsi que la gestion des risques et les stratégies de renouvellement des ressources humaines. Le document définit clairement l'orientation du Ministère et ses priorités opérationnelles. De plus, le document décrit et met en contexte les investissements prévus dans les actifs, les services acquis et les projets qui sont abordables et réalisables. Le Plan ministériel permet ainsi au Ministère de se conformer à la Politique de planification des investissements – Actifs et services acquis et à la Politique sur la gestion des projets du Secrétariat du Conseil du Trésor et aux normes s'y rattachant. Le Plan complète également d'autres documents de planification et rapports ministériels, notamment le Rapport annuel sur les plans et priorités, en démontrant la façon dont les investissements en capital et les investissements opérationnels d'ISDE contribuent aux priorités plus du Ministère et du Gouvernement.

CONTENU DU PLAN

Le Plan ministériel est élaboré chaque année en mettant à profit les renseignements fournis par les chefs sectoriels dans le cadre du processus de planification intégrée et production de rapports du ministère, qui est ensuite examiné et approuvé par les comités de gouvernance constitués de cadres supérieurs, notamment le Comité de gestion du ministère, le Comité des politiques des directeurs généraux, le Comité consultatif de gestion des directeurs généraux, le Conseil des investissements et le Comité de surveillance des investissements.

L'information est présentée selon les trois résultats stratégiques du Ministère, et une quatrième section portant sur les services internes. Pour chacun, le Plan :

- décrit les principaux objectifs,
- fournit des détails concernant les priorités ministérielles et les jalons clés,
- fournit un aperçu financier des dépenses et les tendances en matière d'investissement,
- décrit les investissements prévus, les risques opérationnels et les stratégies en matière de ressources humaines.

Afin d'accroître la responsabilisation, le Plan est formellement surveillé et un compte rendu est présenté deux fois par année. Un rapport en milieu d'exercice permet à la haute direction de prendre connaissance des progrès et de faire des ajustements, le cas échéant. Un rapport de fin d'exercice fait état du rendement au regard des priorités annuelles et des jalons clés. Pour en savoir plus sur le Processus de planification intégrée et de production de rapports et le Cadre de planification des investissements, veuillez consulter le document d'accompagnement sur le cadre de gouvernance d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Des détails concernant la Stratégie de mesure du rendement de la planification des investissements se trouvent à l'annexe 4 de la mise à jour en milieu d'exercice.

CONTEXTE D'INNOVATION, SCIENCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

En attribuant un nouveau nom au Ministère et au portefeuille le 4 novembre 2015, on reconnaissait que la création d'une culture de l'innovation revêt plus d'importance que jamais pour stimuler la croissance économique. Ce nouveau nom met de plus délibérément l'accent tant sur l'innovation que sur la découverte scientifique, qui sont aussi importants pour assurer le développement économique à l'échelle nationale et dans toutes les régions diversifiées du Canada.

ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL D'ISDE

Le 4 novembre 2015, le gouvernement du Canada annonçait que le ministère de l'Industrie avait été rebaptisé le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique Canada (ISDE). Le Ministère aide les entreprises canadiennes à prendre de l'expansion, à innover et à exporter, afin qu'elles puissent créer de bons emplois et de la richesse au profit des Canadiens. Ce nouveau nom rend compte de l'emphase mise sur l'obtention de meilleurs résultats dans les trois domaines de l'innovation, des sciences et du développement économique—des domaines qui se complètent et s'interpellent et à qui on devrait accorder la même importance.

Pour remplir son mandat, le Ministère travaille avec les provinces, les territoires, les municipalités, les intervenants du système d'éducation postsecondaire, les employeurs et les travailleurs pour améliorer la qualité et l'incidence de ses programmes conçus pour stimuler l'innovation, la recherche scientifique et l'entrepreneuriat, de façon à bâtir un Canada prospère et novateur. De plus, le Ministère travaille en partenariat avec les membres du portefeuille d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, dont les organismes de développement régional, pour faire fructifier les ressources et exploiter des synergies sur divers plans bien précis :

- innovation grâce aux sciences et à la technologie—aider les entreprises et les organismes à but non lucratif à faire en sorte que les idées aboutissent plus vite à la création de produits et de services
- commerce et investissement—inciter plus d'entreprises dans plus de secteurs à exporter sur de plus nombreux marchés, et aider les entreprises canadiennes à attirer une plus grande part des investissements étrangers directs
- croissance des petites et moyennes entreprises—leur donner accès au capital, aux renseignements et aux services
- croissance économique des collectivités canadiennes—favoriser l'adoption de nouvelles solutions pour stimuler le développement économique des collectivités, en fonction des atouts et des infrastructures de l'information que celles-ci possèdent

De plus, le ministère entreprend l'élaboration de politiques, effectue recherches et analyses, assure la conformité à la réglementation, met en œuvre des programmes et services internes. Ces activités portent sur une vaste gamme de dossiers liés à l'industrie et à la technologie, aux échanges commerciaux, aux sciences, à la consommation, à la constitution en société sous le régime fédéral, à la concurrence et aux restrictions au commerce, aux poids et mesures, à l'insolvabilité, à la propriété intellectuelle, à l'investissement, à la petite entreprise et au tourisme. ISDE est également le centre d'expertise en politiques microéconomiques du gouvernement du Canada, ce qui en fait un ministère fortement axé sur le savoir et l'information, influençant ainsi la façon dont il évalue son environnement de risque et établit ses priorités.

Vision

- Bâtir un Canada prospère et novateur

Mission

- Innovation, Sciences et Développement économique Canada crée un climat des affaires dynamique qui favorise la concurrence et inspire la confiance des consommateurs. À cet effet, nous encourageons l'innovation, appuyons les entreprises et mettons en place un marché juste et efficace.

Mandat

- Innovation, Sciences et Développement économique Canada a pour mandat de contribuer à rendre l'industrie du pays plus productive et plus concurrentielle dans l'économie mondiale, et d'améliorer ainsi le bien-être social et économique des Canadiens.

GOUVERNANCE MINISTÉRIELLE

Le modèle de gouvernance d'ISDE fait en sorte que les cadres supérieurs puissent remplir leurs responsabilités en assurant une gestion saine et stratégique des activités ministérielles. Le Ministère a adopté une approche intégrée de la gouvernance qui consiste à aligner les priorités, les ressources et les activités, et grâce à laquelle les responsabilités et les obligations de rendre compte individuellement et collectivement sont reflétées. Dans un tel modèle, les structures et les processus de la gouvernance ministérielle, y compris les comités ministériels supérieurs et le cycle de Planification intégrée des activités ministérielles, sont les moyens que prennent les cadres supérieurs pour remplir leurs responsabilités à l'égard de l'établissement des priorités, de la gestion des changements et de la prise de décisions stratégiques concernant les investissements et les ressources.

Les services de vérification interne et d'évaluation renforcent les bonnes pratiques de gérance et la prise de décisions éclairées et améliorent le rendement et la responsabilisation. La fonction de vérification interne d'ISDE fournit de l'assurance et ajoute de la valeur en évaluant l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance au niveau ministériel. On y établit des plans de vérification pluriannuels en tenant compte des risques et des priorités du Ministère. Les évaluations servent à examiner la pertinence, le rendement et les incidences des programmes de sorte à établir leur efficacité globale et à déterminer s'ils sont encore à-propos. Conformément à la nouvelle Politique sur les résultats, le Ministère doit évaluer tous les programmes de subventions et de contributions en vigueur dont les dépenses réelles moyennes se sont élevées à 5 000 000 \$ ou plus par année sur cinq ans ainsi que les autres programmes requis selon les exigences législatives et une approche fondée sur les besoins et les risques.

Pour en savoir plus sur le cadre de gouvernance ministériel, qui comprend les rôles et responsabilités des hauts fonctionnaires et principaux comités, veuillez consulter le document d'accompagnement sur le cadre de gouvernance d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Comités de la haute gestion d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (septembre 2016)



OBJECTIFS ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES

ALIGNEMENT AVEC LES PRIORITÉS ET LES STRATÉGIES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En novembre 2015, le premier ministre a rendu publiques les lettres de mandat de tous les ministres, qui servent de cadre pour définir ce à quoi on s'attend des ministres, avec des objectifs précis en matière de politiques et des défis à relever. Les priorités d'ISDE correspondent par conséquent aux grandes priorités définies à l'intention du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, de la ministre des Sciences et de la ministre de la Petite entreprise et du Tourisme. Les priorités ministérielles font en outre écho aux priorités gouvernementales établies dans le budget 2016, qui sont centrées sur l'aide à apporter à la classe moyenne, une croissance avantageuse pour la classe moyenne, un avenir meilleur pour les peuples autochtones, une économie axée sur une croissance propre et un Canada inclusif et équitable.

UN HORIZON DE 5 ANS

Les investissements importants¹ prévus pour la période de 2016-2017 à 2020-2021 représentent un total de 359,1 millions de dollars, tirés des niveaux de référence d'ISDE. Cette somme est répartie comme suit : 98,1 millions en 2016-2017, 82,5 millions en 2017-2018, 70,1 millions en 2018-2019, 56,5 millions en 2019-2020 et 51,8 millions en 2020-2021 (voir les tables ci-dessous). Les dépenses associées aux principaux services acquis (>500 000 dollars) devraient représenter 54 % du total des dépenses prévues pour les investissements, alors que celles consacrées aux projets devraient représenter 27 % et celles consacrées aux actifs (>500 000 dollars) devraient représenter 19%.

Sommaire des dépenses totales en immobilisations, services et projets²

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	TOTAL
Immobilisations	9 943 477 \$	15 858 971 \$	15 719 207 \$	13 205 679 \$	13 086 530 \$	67 813 864 \$
Services ³	39 951 302 \$	40 676 607 \$	38 555 898 \$	38 211 512 \$	36 740 715 \$	194 136 034 \$
Projets	47 741 871 \$	25 981 504 \$	15 851 595 \$	5 108 661 \$	1 999 170 \$	96 682 801 \$
TOTAL⁴	97 636 650 \$	82 517 082 \$	70 126 700 \$	56 525 852 \$	51 826 415 \$	358 632 699 \$

¹ Tel que précisé dans la *Politique de planification des investissements - Actifs et services acquis* du SCT, un investissement est l'«utilisation de ressources dans l'attente de recevoir des bénéfices dans le future, tel qu'une augmentation de rendement, de revenus ou d'actifs ou l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes». Les investissements importants comprennent les services et les actifs acquis de plus de 500 000 \$ et les projets de plus de 250 000 \$.

² Le sommaire des investissements présenté dans le tableau ne reflète pas le total des dépenses prévues d'ISDE. Pour l'information sur le total des dépenses prévues, consultez la section Aperçu financier sous chaque résultat stratégique.

³ À compter du Plan ministériel 2016-2017, les postes de recouvrement des coûts ne sont pas comptabilisés au moment de calculer les coûts généraux des investissements prévus d'ISDE.

⁴ Comme il s'agit de nombres arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Sommaire des dépenses totales en immobilisations, services et projets par résultat stratégique⁵

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	TOTAL
Le marché canadien est efficace et concurrentiel	67 115 177 \$	60 489 321 \$	55 030 109 \$	43 105 882 \$	39 158 997 \$	264 899 486 \$
Les progrès réalisés dans les domaines des sciences et de la technologie, des connaissances et de l'innovation renforcent l'économie canadienne	1 650 000 \$	1 900 000 \$	1 450 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$	7 000 000 \$
Les entreprises et les collectivités canadiennes sont compétitives	5 446 500 \$	4 501 000 \$	1 350 000 \$	1 237 000 \$	1 124 000 \$	13 658 500 \$
Services internes	23 424 973 \$	15 626 761 \$	12 296 591 \$	11 182 970 \$	10 543 418 \$	73 074 713 \$
TOTAL	97 636 650 \$	82 517 082 \$	70 126 700 \$	56 525 852 \$	51 826 415 \$	358 632 699 \$

PROGRAMME DE 2016-2017

En 2016-2017, l'élaboration d'un nouveau **Programme inclusif d'innovation** sera au centre des efforts déployés par ISDE pour procurer un soutien efficace aux entreprises, chercheurs et entrepreneurs canadiens qui font preuve d'innovation. Parce que la concurrence s'intensifie à l'échelle de la planète, le Canada doit participer activement à l'économie mondiale en misant sur les nouvelles technologies, les activités à valeur ajoutée et les découvertes scientifiques qui favorisent la croissance des entreprises et l'émergence de nouveaux secteurs de service et industries ou qui contribuent à mieux équiper les industries et secteurs de service existants. Il faut tirer profit de la créativité et des nouvelles technologies canadiennes pour faciliter l'expansion de nos entreprises, conquérir de nouveaux marchés et augmenter notre présence sur les marchés où nous sommes déjà, tout en étant ingénieux et en faisant preuve d'agilité dans notre façon d'aborder les enjeux économiques, sociaux et environnementaux et faire des progrès en ce sens. En mettant en œuvre le programme inclusif d'innovation, ISDE entend jouer un rôle de premier plan pour faire du Canada un carrefour mondial de l'innovation.

Le gouvernement a fait l'annonce du programme inclusif d'innovation le 14 juin 2016, en y greffant le lancement d'un processus structuré de mobilisation destiné à créer une approche fondée sur le partenariat et axée sur six domaines d'intérêt :

- Instaurer une société entrepreneuriale et créatrice
- Appuyer l'excellence scientifique à l'échelle mondiale
- Développer des grappes et des partenariats de calibre mondial
- Assurer la croissance des entreprises et accélérer la croissance propre

⁵ Le sommaire des investissements présenté dans le tableau ne reflète pas le total des dépenses prévues d'ISDE. Pour l'information sur le total des dépenses prévues, consultez la section Aperçu financier sous chaque résultat stratégique.

-
- Livrer concurrence dans un monde numérique
 - Faciliter la conduite des affaires

En lançant un site Web interactif, le gouvernement invitait les Canadiens à partager des idées originales et audacieuses aptes à transformer le Canada en une vraie nation d'innovateurs. À ce jour, le site cumule 90 000 visites et 1 300 idées. Dix leaders de l'innovation, qui sont des innovateurs dans leur genre, ont animé 28 tables rondes un peu partout au Canada, afin de donner la parole à plus de 400 intervenants de divers horizons.

Les commentaires recueillis au cours de l'été ont alimenté le programme inclusif d'innovation qui a pour but de créer un réel changement au profit des Canadiens. À la lumière des commentaires récoltés pendant le processus de mobilisation, le programme inclusif d'innovation sera constitué de trois axes prioritaires : Développer le bassin de talents du Canada, Appuyer l'excellence scientifique mondiale et les technologies émergentes, Accélérer la croissance propre. Le programme inclusif d'innovation comprendra des livrables clés et sera assorti de mesures d'atténuation des risques organisationnels connexes déjà décrits dans le Rapport annuel sur les plans et priorités 2016-2017 d'ISDE.

ISDE a de plus ajouté des domaines d'intérêt complémentaires pour rendre compte et faire le suivi des progrès du travail supplémentaire qui est essentiel pour remplir le mandat ministériel et obtenir de meilleurs résultats dans les domaines de l'innovation, des sciences et du développement économique. Des détails sur les activités et les jalons clés dans chaque domaine sont présentés dans les sections suivantes, dans lesquelles sont décrites les activités ministérielles prévues à l'égard de chaque résultat stratégique.

NOS PRIORITÉS EN 2016-2017

Établir un **Programme inclusif d'innovation** pour créer une culture de l'innovation de chef de file mondial, qui appuie les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada, afin d'aider les grandes et petites entreprises à devenir plus concurrentielles et prospères, de stimuler la croissance, de créer des emplois de qualité et de faciliter la transition à long terme du Canada à une économie propre.

Promouvoir les technologies et une croissance propres

Travailler avec les partenaires du portefeuille pour appuyer la réalisation du plan FPT pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, créer de nouvelles chaires de recherche dans les disciplines associées aux technologies propres et durables, et favoriser la création d'emplois verts pour les jeunes. Faciliter le suivi des objectifs liés aux technologies propres.

Mieux harmoniser les programmes à l'appui des PME

Inciter les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux et les ministères fédéraux à mieux coordonner l'aide qui est offerte aux petites et moyennes entreprises.

Élaborer et mettre en œuvre une nouvelle **stratégie des services** Améliorer la prestation des services du gouvernement du Canada auprès des entreprises canadiennes par voie électronique et au moyen de demandes en ligne et créer un **Carrefour de transformation numérique**.

Stimuler la croissance économique

Appuyer les entreprises en prolongeant le **Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile** jusqu'en 2020, tirer parti de la **politique des retombées industrielles et technologiques** et adopter des stratégies prospectives pour les secteurs spatial, maritime et de la défense.

Appuyer la participation du Canada aux accords commerciaux

Renouveler l'**Accord sur le commerce intérieur**, adopter les dispositions sur la propriété intellectuelle de l'**Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne**, et soutenir l'examen du **Partenariat transpacifique**.

Appuyer les sciences et la recherche de calibre mondial

Créer un poste de dirigeant scientifique principal, lancer un examen approfondi de l'aide fédérale en science pure, appuyer les réseaux et grappes de l'innovation ainsi que les chercheurs et établissements reconnus et réputés.

Améliorer les services à **large bande haute vitesse** et garder le Canada à l'avant-garde de l'**économie numérique**.

Améliorer l'infrastructure du savoir et de l'innovation

Lancer le nouveau **Fonds d'investissement stratégique (FIS) pour les établissements postsecondaires** et appuyer les projets d'infrastructure dans les établissements postsecondaires et les organismes de recherche et de commercialisation affiliés.

Soutenir la croissance des entreprises

Créer le **portail national de cartographie des grappes sectorielles** et un cadre de mesure du rendement des **accélérateurs et incubateurs** d'entreprises. Contribuer à la nouvelle **Initiative en faveur des entreprises à impact élevé**.

Bâtir des cadres du marché efficaces et modernes

Investir dans les grands projets de modernisation qui aideront les entreprises à observer les politiques et les lois canadiennes d'encadrement du marché, afin de favoriser l'émergence d'une économie plus efficace et juste.

Poursuivre la mise en œuvre d'Innovation 2020

afin d'améliorer la gestion ministérielle. Favoriser le perfectionnement des employés en misant sur les possibilités d'emploi, les affectations, la formation et la participation à des initiatives générales pour faire circuler l'information et les idées entre les secteurs. Créer un milieu de travail sain et respectueux en portant une attention particulière à la santé mentale. Intensifier le recours à l'information sur le rendement et coordonner les éléments du portefeuille d'ISDE pour produire des résultats. Transformer la prestation des services de gestion des RH et l'harmoniser aux initiatives déployées à l'échelle du gouvernement.

Identification et atténuation des risques

Le contexte de risque d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada est influencé par le mandat et les objectifs du Ministère, les politiques et les priorités du gouvernement, ainsi que les grandes tendances économiques, sociales et technologiques. La gestion intégrée des risques permet à ISDE de comprendre, gérer et communiquer les risques sous l'angle de l'organisation dans son ensemble, tout en offrant aux gestionnaires et aux employés une méthode pour s'assurer que les principaux risques liés aux activités touchant les politiques, la réglementation, les programmes, les investissements et la gestion du Ministère sont définis, évalués, atténués et communiqués⁶.

Pour l'exercice 2016-2017, le Ministère a cerné les risques organisationnels ci-dessous. Vous trouverez plus de précisions sur chaque risque dans les sections subséquentes portant sur chacun des résultats stratégiques.

Réputation et attentes des intervenants :

- Il y a un risque que le Programme inclusif d'innovation ne réponde pas aux attentes des intervenants, si les actions et les progrès sont perçus comme étant trop lents ou d'une ampleur insuffisante.
- La capacité du Ministère de gérer la libération de fréquences du spectre pour les services mobiles pourrait ne pas suivre la cadence de la demande de nouveaux services qui est en croissance rapide.
- Il y a un risque que les leviers des programmes et des politiques d'ISDE ne suffisent pas à eux seuls à influencer le rendement des secteurs économiques canadiens clés, si une crise survenait dans l'un de ces secteurs.
- La perception sur les exigences du processus d'examen des investissements pourraient avoir une incidence sur la réputation du Canada en ce qui concerne l'ouverture aux affaires.

Conception et réalisation des programmes :

- En raison de leur complexité inhérente et des conditions changeantes du marché, les débours dans le cadre de certains des programmes d'ISDE pour appuyer la R-D pourraient se faire moins rapidement que prévu et les bénéfices escomptés pourraient ne pas être réalisés.
- Une capacité inadéquate à gérer l'information du Ministère pourrait donner lieu à une divulgation non autorisée d'information de nature délicate et à une détérioration de la réputation et de la crédibilité du Ministère.
- Il y a un risque que les investissements prioritaires axés sur la TI du Ministère soient retardés en raison d'un accès insuffisant à la capacité opérationnelle et aux ressources du gouvernement du Canada.
- Il y a un risque que la disponibilité et la qualité des services électroniques et des services offerts par voie électronique ne permettent pas d'offrir les résultats auxquels s'attendent les entreprises canadiennes.

Immobilisations et investissements :

- Il y a un risque que les bâtiments vieillissants et les infrastructures et équipements connexes au campus du CRC présentent un danger pour la santé et la sécurité des employés et visiteurs ainsi que pour le milieu environnant.
- Il existe un risque que, en raison de l'investissement important et de la complexité de ce projet d'envergure, la mise en œuvre du projet Modernisation des applications du spectre – mise en œuvre d'un logiciel commercial (MAS-MLC) ne soit pas réalisée conformément au coût, au calendrier et aux contraintes de la portée établis et/ou que les résultats opérationnels visés ne soient pas atteints.

⁶ Pour en savoir plus sur le cadre intégré de gestion des risques d'ISDE, veuillez consulter le document d'accompagnement sur le cadre de gouvernance.

- Il se peut, compte tenu des investissements et des efforts considérables requis, que l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) ne soit pas en mesure de moderniser ses systèmes de TI en temps opportun, l'obligeant à continuer de dépendre de ses anciens systèmes, ce qui pourrait nuire à la capacité de l'OPIC de desservir ses clients et de respecter ses engagements opérationnels.

Gestion des ressources humaines :

- Il se peut que le Ministère ne réussisse pas à tirer profit de la mise en œuvre d'Innovation 2020 pour produire un changement de culture.
- Il se peut qu'on en vienne à manquer de compétences à mesure que le travail d'analyse des données deviendra plus présent et exigera des aptitudes plus pointues que celles dont on dispose actuellement à ISDE.⁷

Ressources humaines

Dans le but de favoriser une saine gestion des RH du Ministère et de tabler sur la volonté de se doter de méthodes perfectionnées de gestion des RH, la direction des ressources humaines (DRH) a amorcé en 2015-2016 un plan triennal destiné à transformer le service des ressources humaines d'ISDE en un partenaire opérationnel stratégique des secteurs, afin d'améliorer les façons de faire et les modes de prestation des services. Le nouveau modèle de DRH permettra de s'assurer que la DRH peut agir en véritable partenaire stratégique et catalyser un programme stratégique axé sur le personnel dans l'organisation. Le plan s'appuie aussi sur les efforts précédents déployés pour simplifier les processus internes de dotation, s'arrime au programme Innovation 2020 d'ISDE et mise sur les initiatives de modernisation des RH à l'échelle du gouvernement.

*Trouver le bon
candidat pour le bon
poste au bon moment
avec efficacité et
efficience.*

Vision d'affaires des RH

L'efficacité, l'intégrité du processus de dotation et l'efficience seront au cœur de la transformation des RH à ISDE :

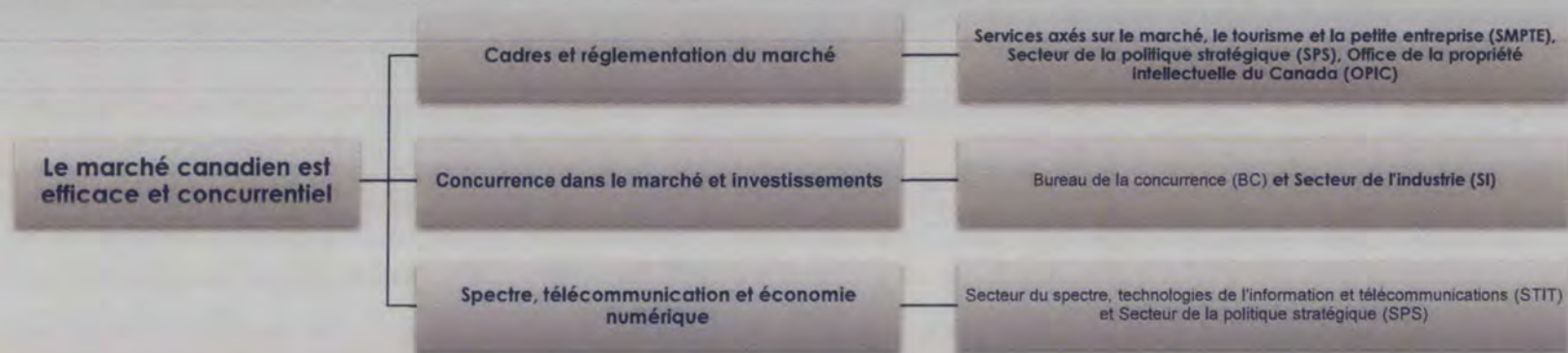
- **Efficacité** : Embauche de personnes compétentes et efficaces pour répondre aux besoins actuels et à venir.
- **Intégrité du processus de dotation** : Respect des exigences législatives et réglementaires. Perception positive et engagement des employés.
- **Efficience** : Rentabilisation efficace des ressources de dotation. Approches collaboratives en matière de dotation.

De plus, quand cela est approprié, on adoptera dans les secteurs des stratégies de gestion des RH précises, afin d'atténuer les problèmes qui pourraient affecter la réalisation des activités de programme à l'appui des priorités organisationnelles de l'exercice 2016-2017. Les sections suivantes contiennent plus d'information sur chacun des résultats stratégiques.

⁷ Après avoir discuté de la prise en charge du risque, on ajoutera à une mise à jour ultérieure du plan ministériel un plan d'action portant sur ce risque organisationnel.

RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 : LE MARCHÉ CANADIEN EST EFFICACE ET CONCURRENTIEL

Innovation, Sciences et Développement économique Canada favorise la compétitivité en élaborant et en administrant des politiques-cadres économiques propices à améliorer la concurrence et l'innovation, à appuyer les investissements et à stimuler l'activité entrepreneuriale, tout en incitant les consommateurs, les investisseurs et les entreprises à avoir confiance dans le marché.



OBJECTIFS

Les objectifs ministériels courants à l'appui du résultat stratégique « Le marché canadien est efficace et concurrentiel » incluent :

- Surveiller et réglementer plusieurs cadres du marché canadien et en assurer l'efficacité, notamment ceux pour le spectre et les télécommunications, les coopératives, l'insolvabilité, les investissements directs étrangers, la concurrence, la constitution en société sous le régime fédéral, la propriété intellectuelle et la mesure commerciale.
- Collaborer avec les homologues du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux à l'élaboration et à la conclusion d'accords commerciaux internes et internationaux.
- Offrir aux consommateurs de l'information leur permettant de prendre des décisions éclairées et tenir compte des intérêts des consommateurs au moment d'élaborer des politiques.
- Accroître la conformité à la *Loi sur la concurrence* et aux lois sur l'étiquetage grâce à une application solide et efficace des lois sur la concurrence, ainsi qu'à des activités de promotion de la concurrence.
- Réaliser des activités de développement de la recherche et du génie qui aident le Ministère à élaborer des politiques, des règlements et des programmes de télécommunications, tout en appuyant les exigences opérationnelles essentielles du gouvernement axées sur le spectre radioélectrique.

PRIORITÉS DE 2016-2017

L'élaboration d'un nouveau Programme inclusif d'innovation sera au centre des efforts déployés par ISDE pour procurer un soutien efficace aux entreprises, chercheurs et entrepreneurs canadiens et les inciter à devenir plus novateurs. Les priorités de 2016-2017 et les domaines d'intérêt supplémentaires décrits dans le tableau suivant ont pour but de s'assurer que les entreprises canadiennes peuvent répondre aux exigences du marché d'aujourd'hui, ont accès à des services de télécommunications de pointe et peuvent participer profitablement aux accords commerciaux internationaux. Le tableau présente les détails sur l'état et les réalisations des jalons clés prévus pour l'exercice 2016-2017.

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
❖ Améliorer les services à large bande haute vitesse et garder le Canada à l'avant-garde de l'économie numérique				
<p>Renforcer un modèle multi-intervenants alimenté par le secteur privé qui maintient un Internet libre par la collaboration avec les entités gouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'avec les pays qui partagent la même vision :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ISDE a participé à la réunion du comité consultatif gouvernemental (GAC) qui s'est tenue à Helsinki en juin 2016 pour s'assurer du bon fonctionnement du GAC à l'ICANN (office Internet d'attribution des noms et de numérotation). • Lors de cette réunion, le Canada a réussi à se tailler une place au sein du groupe de travail engagé dans le travail de responsabilisation post-transition. • En tant que membre, ISDE poursuivra son apport constructif à l'appui du modèle de gouvernance multi-intervenants qui préserve un Internet libre comme plateforme d'innovation. 				
<p>Terminer l'immeuble du Centre d'analyse des mégadonnées du CRC et utiliser le centre pour établir des partenariats avec les autres ministères et les entreprises canadiennes de haute technologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le centre est en activité depuis le mois de septembre 2016. • La date de fin des travaux du Centre d'analyse des mégadonnées du CRC a été reportée au mois de décembre 2016 en raison du long délai entre le moment où les portes et panneaux de verre ont été commandés et leur livraison. 	Investissement			

⁸ Légende de l'état :



En voie de réussite / se déroule comme prévu



Certain retard / dépassements de coûts / autres difficultés



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés



Réalisé



En voie de réussite / se déroule comme prévu, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Certains retards / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<p>Continuer de travailler avec la Federal Communications Commission (FCC) des États-Unis pour faire passer le spectre de la bande de 600 MHz de la radiodiffusion aux services mobiles commerciaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Compte tenu de la durée estimée des enchères incitatives américaines, on s'attend à ce que les activités (élaboration du plan de transition destinés aux utilisateurs et publication d'une consultation canadienne sur le cadre de délivrance des licences pour le spectre mobile commercial de la bande de 600 MHz) soient réalisées en 2017-2018. On commencera à élaborer un(des) plan(s) de transition pour les utilisateurs de la bande avec la FCC, une fois les enchères incitatives terminées aux États-Unis. 	Risque organisationnel	○	➡	➡
<p>Mener des consultations auprès des intervenants sur les exigences de déclaration en matière de divulgation de données et sur le règlement découlant des modifications apportées à la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDÉ) en juin 2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un résumé des commentaires des intervenants a été préparé et sera diffusé en ligne. Le projet de règlement sera fourni au Secrétariat du Conseil du Trésor pour examen à l'automne 2016 et/ou l'hiver 2017 et sera par la suite publié dans la partie 1 de la Gazette du Canada pour recueillir les commentaires du grand public. 		○	○	○
<p>Travailler avec les partenaires et les intervenants, dont la Sécurité publique Canada (SPC), les propriétaires et exploitants d'infrastructure essentielle, les PME et les Canadiens, à améliorer la cyber-résilience des aspects liés aux TIC d'autres secteurs d'infrastructures essentielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ISDE a participé à des groupes de travail formés par SPC pour poser un diagnostic sur le contexte cybernétique actuel au Canada et proposer des options stratégiques pour l'avenir. On a produit le diagnostic dans trois domaines stratégiques, et les étapes subséquentes consisteront à préciser les politiques pour pallier les lacunes et répondre aux besoins. L'équipe d'ISDE a codirigé les travaux diagnostiques dans les domaines de la cyber-résilience et de la cyberprotection, il a dirigé le processus diagnostique dans les domaines du développement économique et de l'innovation, et il a participé à l'établissement du diagnostic en matière de cybercriminalité. L'examen du paysage informatique de SPC s'est terminé le 15 octobre 2016. Les constatations seront réunies dans un rapport final, et elles contribueront à produire <u>l'approche du Canada en matière de cybersécurité pour la suite des choses.</u> 		○	➡	➡

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<p>Appuyer Sécurité publique Canada en analysant les engagements des intervenants et les options de déploiement en vue de la mise en place d'un réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) et réaliser les portions des consultations portant sur le bloc D et le bloc des services à large bande de la sécurité publique dans le spectre de la bande de 700 MHz, afin d'établir une politique pour la bande en 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les gens d'ISDE et de Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC) ont pris part à cinq réunions de mobilisation des intervenants avec des représentants FPT, de la Fédération canadienne des municipalités et des associations de premiers intervenants (policiers, pompiers et ambulanciers paramédicaux) relativement à la création d'un RLBSP. Les rencontres se poursuivent et les intervenants devraient convenir par consensus d'un modèle de gouvernance et d'un modèle opérationnel d'ici l'été 2017. On commencera à élaborer une politique pour la bande au début de 2017-2018. ISDE appuiera les efforts de SPPCC pour faire approuver la voie à suivre et le financement en novembre 2016. 		○	➡	➡
<p>Héberger le bureau de coordination pour le président du Conseil fédéral de coordination des systèmes mondiaux de navigation par satellite (CFCG), un groupe interministériel, qui a pour tâche de superviser les efforts fédéraux relativement à l'utilisation, la résilience et la sécurité des systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS) au Canada :</p> <ul style="list-style-type: none"> On a tenu diverses réunions au niveau DG du CFCG pour discuter des enjeux touchant les GNSS, dont leurs vulnérabilités (p. ex., espace, météo, brouillage, usurpation, cybercrime) et leurs impacts sur les infrastructures essentielles (IE). On est en train d'évaluer ces vulnérabilités pour mieux cerner les menaces aux IE et comment renforcer la résilience. Un atelier sur les GNSS a lieu le 21 octobre 2016. Cette activité avait d'abord pour but de mieux comprendre le degré de dépendance des IE canadiennes aux GNSS et les risques liés à leur utilisation. C'était une activité ouverte au milieu universitaire et aux secteurs privé et public. 		○	➡	➡
<p>Diriger la participation du gouvernement du Canada aux activités de l'Union internationale des télécommunications (UIT), afin de maintenir le rythme de croissance et d'innovation du secteur canadien des télécommunications et sa compétitivité sur la scène internationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ISDE a participé aux premières réunions du groupe de travail du secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) pour le présent cycle 2015 à 2019, en veillant à ce 		○	➡	➡

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<p>que l'on tienne compte des positions du Canada dans les plans de travail. Le Canada a réussi à être nommé à la présidence du nouveau groupe de travail spécial pour étudier le spectre supérieur à 24 GHz pour le 5G.</p> <ul style="list-style-type: none"> ISDE a poursuivi ses préparatifs en vue de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) qui a lieu cette année (25 octobre au 3 novembre 2016). Le Canada est arrivé à faire progresser des priorités clés lors de la dernière réunion du comité consultatif permanent I (CCP.I) de la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL), puisque onze (11) propositions interaméricaines (PIA) axées sur l'AMNT 2016 présentées par le Canada ont été approuvées. Ces propositions portent sur la restructuration du groupe d'étude du secteur de la normalisation de l'UIT (UIT-T), la rationalisation des méthodes de travail, le plan international de numérotation téléphonique ainsi que la conformité et l'interopérabilité, ce qui revêt une grande importance pour le secteur privé canadien. Lors de la session 2016 du Conseil de l'UIT, au printemps 2016, ISDE a réussi à faire progresser les priorités canadiennes en insistant pour que l'UIT ne perde pas de vue son mandat et ses compétences fondamentales et soit dirigée avec efficacité. Parmi les résultats obtenus, on est arrivé à reporter le Forum mondial des politiques de télécommunications (FMPT), à resserrer la surveillance des protocoles d'entente (PE) de l'UIT au niveau du Conseil et à opposer la production de revenus au moyen des ressources de numérotation internationale (RNI). 				
<p>Les sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux responsables de la protection des consommateurs ont approuvé les modifications proposées au Modèle d'harmonisation de contrat de vente par Internet en juin 2014 et ont demandé aux fonctionnaires de procéder à une consultation publique pour recueillir les commentaires des intervenants au sujet de ces modifications. Le Groupe de travail sur le commerce électronique du Comité des mesures en matière de consommation de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) s'est attelé à l'élaboration d'un document de consultation. Le processus de consultation publique devrait commencer au cours de l'automne 2016.</p>		➡	➡	➡
<p>Le Bureau de la concurrence (Bureau) a continué d'appuyer l'innovation dans l'économie numérique par le truchement du Cadre d'action pour la concurrence et la conformité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Enquête du Bureau sur Comwave Networks Inc. (les liens indiquent plus de détails) – Comwave a accepté de payer une sanction administrative pécuniaire de 300 000 \$ pour avoir donné des indications fausses ou trompeuses concernant les frais et le niveau de service pour ses connexions d'accès Internet et de téléphonie résidentielle, en plus d'établir un programme de conformité d'entreprise dans le but de l'aider à éviter des problèmes semblables à l'avenir. 		○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> Enquête du Bureau sur Aviscar Inc. (Avis) and Budgetcar Inc. / Budgetauto Inc. (Budget) –Aviscar et Budget ont convenu de payer une sanction administrative pécuniaire de 3 000 000 \$ pour publicité fausse ou trompeuse à l'égard de prix et rabais annoncés pour la location de voitures et de produits connexes et d'adopter un programme de conformité d'entreprise. Le Bureau a accueilli favorablement l'ordonnance du Tribunal de la Concurrence ordonnant au TREB d'autoriser ses courtiers membres à utiliser et afficher des données importantes dans les sites Web des bureaux virtuels. L'ordonnance fait suite à la décision du Tribunal en faveur du commissaire de la Concurrence, alors qu'il avait conclu que le TREB abusait de sa position dominante sur le marché des services immobiliers résidentiels de Toronto en limitant la capacité de ses courtiers membres d'offrir des services innovants par Internet. En plus d'appuyer l'innovation par des efforts ciblés d'application de la loi, le Bureau travaille à fournir des renseignements opportuns et précis aux consommateurs afin que ceux-ci se protègent mieux contre les pratiques commerciales trompeuses (comme la fraude par marketing de masse) et la publicité fausse ou trompeuse. Depuis le début de l'exercice, le Bureau a publié deux Alertes aux consommateurs, dont une mettant en garde les Canadiens au sujet de tactiques trompeuses de vente à domicile de chauffe-eau et de systèmes de CVC, et il continue à publier des Alertes sur des sujets opportuns. 				
Faciliter les efforts du gouvernement du Canada pour explorer les utilisations possibles en matière d'analyse des données et mégadonnées, en faisant des recherches sur les principales possibilités et les défis à relever. ISDE formera un groupe de travail interministériel sur la politique relative aux mégadonnées pour commencer à relever ces défis. Les membres du groupe de travail se sont réunis une première fois en octobre 2016.		○	○	○
❖ Appuyer la participation du Canada aux accords commerciaux				
La rédaction des modifications législatives et réglementaires requises pour appliquer les dispositions relatives à la propriété intellectuelle de l' Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne va bon train et devrait s'inscrire correctement dans l'échéancier de mise en œuvre de l'AECG établi par le gouvernement.		○	○	➡
Concrétiser l'engagement de hausser le seuil déclencheur de l'examen de l'avantage net aux termes de la <i>Loi sur Investissement Canada</i> (LIC) à 1,5 milliard de dollars, afin de faciliter la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et du Partenariat transpacifique (PTP).	Risque organisationnel	⦿	○	○

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
Poursuivre l'examen du Partenariat transpacifique (PTP) . L'analyse et l'élaboration des approches de mise en œuvre épousent le calendrier de consultations publiques du gouvernement et se font dans l'optique de la décision qui sera prise de poursuivre ou pas le processus du PTP.		○	○	➡
Donner des conseils à la haute direction et au Ministre ainsi qu'aux autres ministères pour faciliter la finalisation et la réalisation de diverses autres négociations commerciales internationales. Les négociateurs en chef du Canada continuent de travailler sur une feuille de route utile avec leurs homologues japonais et indiens dans le cadre de leurs négociations respectives.		○	◎	◎
<p>Le Bureau a continué d'appuyer les efforts de libéralisation des échanges commerciaux en travaillant en étroite collaboration avec ses homologues internationaux pour promouvoir une coopération internationale efficace et l'échange de pratiques exemplaires en matière de politiques et d'application du droit de la concurrence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapprocher les acteurs au moyen de réunions bilatérales, participer aux activités axées sur la concurrence et aux mécanismes politiques avec les homologues de la région de l'Asie-Pacifique (comme les autorités chinoises de la concurrence, la Commission taïwanaise de la surveillance des pratiques commerciales, la Commission de la concurrence de Hong Kong, la Commission indonésienne de supervision de la concurrence commerciale, la Commission japonaise de la surveillance des pratiques commerciales). • Coopérer sur les questions d'application de la loi avec les homologues de nos principaux partenaires commerciaux, ce qui comprend les États-Unis, le Mexique et l'Union européenne. • Participer au travail de coopération technique avec la commission coréenne de la surveillance des pratiques commerciales, accueillir une délégation pour discuter des litiges et décisions en matière de concurrence. • Signer une entente de coopération avec la Commission néo-zélandaise du commerce pour collaborer davantage en termes de partage d'information et d'aide pour la tenue d'enquêtes. 		○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<p>Pour ce qui est de répondre à toutes les demandes de certification du contenu des navires canadiens et de l'Union européenne lorsque les modifications de la disposition relative aux usines flottantes de l'AECG dans la <i>Loi sur le cabotage</i> seront en vigueur, cette activité ne commencera pas avant la mise en œuvre de l'AECG.</p>				
<p>S'efforcer de conclure un renouvellement complet de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Après que les premiers ministres ont annoncé en juillet 2016 qu'ils en étaient arrivés à un accord de principe au sujet du nouvel Accord de libre-échange canadien, les travaux de finalisation des éléments d'un nouveau cadre du commerce intérieur au Canada ont pu se poursuivre. Les phases de l'examen juridique et de la mise en œuvre de l'Accord pourront être menées à terme plus rapidement dès que les parties auront convenu de tous les éléments clés d'un nouveau cadre du commerce intérieur. 	Stratégie RH			
<p>Élaborer, en conjonction avec les provinces et les territoires, un plan de mise en œuvre axé sur la création d'une base de données sur l'enregistrement des entreprises consultable en ligne qui relie entre eux les registres des entreprises du Canada et simplifie l'enregistrement des sociétés extraprovinciales. ISDE travaille avec ses partenaires FPT à définir les éléments requis pour le plan de mise en œuvre, comme les exigences opérationnelles et techniques de haut niveau, les coûts estimatifs de conception, de maintenance et d'expansion ainsi que les modèles de gouvernance et de financement requis pour poursuivre la collaboration.</p>	Investissement			
❖ Bâtir des cadres du marché efficaces et modernes				
<p>Concevoir, élaborer et fournir des services de propriété intellectuelle (PI) de grande valeur et à forte incidence axés sur les clients et le marché, afin de favoriser la croissance et l'innovation des entreprises et leur compétitivité dans le monde :</p> <ul style="list-style-type: none"> Offrir des outils, des services et de la formation aptes à appuyer les entreprises canadiennes, surtout pour que les PME et les innovateurs puissent pleinement exploiter le potentiel de la PI. <ul style="list-style-type: none"> On a établi et approuvé la stratégie des services aux entreprises. Mettre au point des programmes de formation conçus pour les entreprises canadiennes, les universités, les associations et les partenaires (comme les cours en 				

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<p>ligne ouverts et massifs, les séries de séminaires, les modules en ligne).</p> <ul style="list-style-type: none"> o Travailler à la création d'un carrefour et d'un centre d'expertise pour améliorer les réseaux, la collaboration et les partenariats, afin de mieux connecter les entreprises canadiennes à l'échelle de la planète. • Étendre la portée de l'OPIC aux entreprises ciblées aux étapes critique du cycle de vie commercial et au niveau précis des marchés et secteurs visés. <ul style="list-style-type: none"> o Établir des collaborations et des partenariats avec les organisations comme la Banque de développement du Canada (BDC), l'Association du Barreau canadien, le Conseil commercial Canada-Chine et le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI). o Explorer d'autres possibilités de collaboration et de partenariat avec les autorités provinciales et les organisations ciblées du secteur des PME. o Élaborer un plan stratégique de partenariat. • Promouvoir et faire connaître les services aux entreprises et l'importance de la PI en misant sur un réseau élargi en collaboration avec les partenaires, y compris : <ul style="list-style-type: none"> o Établir une stratégie de marketing des services aux entreprises et utiliser les plateformes des réseaux sociaux pour informer les clients au sujet des nouveaux services offerts sur Twitter et LinkedIn. • Améliorer l'expertise sectorielle et régionale en matière de PI dans les collectivités misant sur l'innovation et intégrer ces services aux programmes et services gouvernementaux existants. <ul style="list-style-type: none"> o Finaliser la stratégie et le plan de présence régionale et sectorielle des agents de développement d'entreprises (ADE). o Planifier les efforts visant à améliorer la visibilité des ADE dans l'Ouest du Canada (c.-à-d. Vancouver et Calgary) et évaluer d'autres régions du pays à cet égard. • Établir un cadre de gestion de la clientèle (CGC) et un cadre d'excellence du service. <ul style="list-style-type: none"> o Le CGC de l'OPIC a été élaboré, et il fait actuellement l'objet de discussions à tous les niveaux de l'organisation. 				
<p>Moderniser le cadre de PI du Canada en diminuant les formalités administratives et en l'harmonisant aux pratiques internationales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les consultations publiques prévues aux termes de la <i>Loi sur les frais d'utilisation</i> (LFU) se sont déroulées entre le 6 juin et le 5 juillet 2016, et la période des résolutions a pris fin le 		○	👁️➡️	👁️➡️

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<p>4 août 2016.</p> <ul style="list-style-type: none"> Engagement à poursuivre la collaboration avec les intervenants, alors que l'on est en train de mettre la dernière main à la proposition réglementaire en ce qui concerne les brevets, les modèles industriels et les marques. Les ensembles de dispositions de la LFU portant sur les marques et les brevets ont été présentés au Ministre, en vue de leur dépôt au Parlement. 				
<p>Le Bureau de la concurrence (Bureau) a poursuivi son travail pour ce qui est d'aider les entreprises à adopter des programmes crédibles et efficaces de conformité en droit de la concurrence en poursuivant ses efforts de sensibilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> On a participé à sept activités de sensibilisation afin de promouvoir la conformité d'entreprise. On a produit trois blogues axés sur les PME qui ont été mis en ligne et publicisés (à l'aide des flux des réseaux sociaux) par le Réseau Entreprises Canada. La Society for Corporate Compliance and Ethics a décerné au Bureau le prix <i>International Compliance and Ethics Award</i> pour ses efforts et ses réalisations novatrices visant à soutenir la conformité et l'éthique. On a donné des conseils relativement à un programme de conformité d'entreprise. 		○	○	➡
<p>Le Bureau a continué de faire de la sensibilisation à tous les échelons de la communauté de l'approvisionnement (responsables des achats) :</p> <ul style="list-style-type: none"> À ce jour, dix (10) exposés ont été donnés à des groupes cibles sur le trucage d'offres et la conformité. En collaboration avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), réaliser un « projet pilote de dépistage » qui contribuera à identifier et à éliminer les éventuelles offres truquées affectant les processus d'approvisionnement. Les principales activités comprennent la mise au point d'un outil d'approvisionnement électronique qui permettra aux soumissionnaires d'acheminer leurs offres par voie électronique. 		○	○	➡
<p>Le Bureau a continué de préconiser la réduction ou la suppression des obstacles à la concurrence dans les marchés réglementés. En mai 2016, le Bureau lançait une étude de marché sur l'innovation de nature technologique dans le secteur canadien des services financiers (technologie financière) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Plus de 50 entrevues et réunions ont eu lieu avec les intervenants, y compris les entreprises en démarrage, les fournisseurs de services en place et les organismes de réglementation. 		○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ⁸		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Projeté à la fin d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> On se prépare à présenter un atelier sur la technologie financière au début de l'année 2017, afin de se pencher sur certaines des questions soulevées par les intervenants et d'approfondir les enjeux avant la publication d'un rapport plus tard en 2017. 				

APERÇU FINANCIER

Ressources financières et tendances des dépenses

Des cadres et règlements efficaces sont essentiels pour s'assurer que les consommateurs et les entreprises ont confiance au marché canadien. Ces cadres et règlements donnent aux entreprises canadiennes des occasions d'innover et de réussir dans les conditions actuelles du marché. Le tableau suivant présente les niveaux de référence de 2016-2017 approuvés du Ministère au chapitre du résultat stratégique « Le marché canadien est efficace et concurrentiel ».

Poste	Dépenses prévues ⁹	Autorisations de 2016-2017 disponibles à la période 5		Ressources humaines (ETP)
	2016-2017 (en milliers)	2016-2017 (en milliers)	% dépensé	2016-2017 Réel
Fonctionnement	205 732	206 857	30	2 717
Immobilisations	6 678	15 197	14	7
Subventions et contributions	7 383	7 383	67	
TOTAL	219 793	229 437	31	2 724

Les autorisations en vigueur sont plus élevées que les dépenses prévues en raison des fonds supplémentaires reçus dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses A pour la maintenance et la mise à niveau des infrastructures fédérales, tel qu'il a été annoncé dans le Budget 2016 (exploitation : 1,1 M \$, immobilisations : 8,5 M \$ pour le CRC).

⁹ Comme l'indique le Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017 (RPP), les dépenses prévues reflètent les fonds ayant déjà atteint les niveaux de référence du Ministère, ainsi que les fonds autorisés. Les dépenses prévues n'ont pas été rajustées pour inclure les renseignements contenus dans le budget de 2016, car ces dépenses étaient inconnues au moment de la préparation du RPP de 2016-2017.

Investissements prévus dans les projets et les acquisitions importantes d'immobilisation et de services

Investissements prévus: 2016-2017 à 2020-2021

Poste	2016-2017 (en milliers de dollars)	2017-2018 (en milliers de dollars)	2018-2019 (en milliers de dollars)	2019-2020 (en milliers de dollars)	2020-2021 (en milliers de dollars)	TOTAL
Immobilisations	5 899	11 804	11 665	9 151	9 032	47 551
Services ¹⁰	29 589	30 161	30 961	31 150	29 762	151 623
Projets ¹¹	31 627	18 524	12 404	2 805	365	65 725
TOTAL¹²	67 115	60 489	55 030	43 106	39 159	264 899

Le tableau suivant présente un aperçu des principaux investissements ¹³ prévus dans les immobilisations, les services et les projets. La description détaillée des divers éléments se trouve à l'Annexe 2.

Immobilisations > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-2017	Coût total prévu (5 ans) ¹⁴	Durée (d'un exercice à un autre)
Base de données GenomeQuest	OPIC	492 213 \$	1 714 480 \$	2015-2016 à 2019-2020
Plan de maintenance pour le campus du Centre de recherches sur les communications (CRC)	STIT	1 344 000 \$	9 344 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Renouvellement des logiciels de recherche du Centre de recherches sur les communications	STIT	670 000 \$	3 580 000 \$	2016-2017 à 2020-2021

¹⁰ À compter du Plan ministériel 2016-2017, les postes de recouvrement des coûts ne sont pas comptabilisés au moment de calculer les coûts généraux des investissements prévus d'ISDE.

¹¹ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total de projet prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

¹² Comme il s'agit de nombres arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹³ La *Politique de planification des investissements – Actifs et services acquis* du SCT définit un investissement comme étant l'utilisation de ressources dans l'attente de recevoir des bénéfices dans l'avenir, comme une augmentation de rendement, de revenus ou d'actifs ou l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes.

¹⁴ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-2017	Coût total prévu (5 ans) ¹⁴	Durée (d'un exercice à un autre)
Modernisation des applications du spectre (MAS) 1.5/2.0	STIT	600 000 \$	5 000 000 \$	2016-2017 à 2018-2019
Achat et remplacement de véhicules				
Measures Canada	SMTPE	525 000 \$	1 725 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Centre de recherches sur les communications	STIT	158 000 \$	958 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Programme de gestion du spectre	STIT	67 000 \$	547 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Machines et matériel				
Measures Canada	SMTPE	775 000 \$	2 375 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Centre de recherches sur les communications	STIT	568 000 \$	8 568 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Programme de gestion du spectre	STIT	700 000 \$	13 740 000 \$	2016-2017 à 2020-2021

Services > 500 000 \$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) ¹⁵	Durée (d'un exercice à un autre)
Services de locaux	OPIC	7 603 344 \$	38 997 201 \$	2016-2017 à 2020-2021
Transformation des services administratifs	OPIC	143 642 \$	586 654 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services bancaires	OPIC	780 000 \$	3 900 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Modernisation des TI	OPIC	1 167 330 \$	6 742 360 \$	2016-2017 à 2020-2021

¹⁵ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) ¹⁵	Durée (d'un exercice à un autre)
Services opérationnels de TI - OPIC	OPIC	5 574 802 \$	29 011 493 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services d'apprentissage et de formation	OPIC	214 641 \$	1 073 205 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services juridiques	OPIC	990 014 \$	4 950 070 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services d'hébergement des applications sur ordinateur central	OPIC	4 418 215 \$	22 992 568 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services d'administration de la paye	OPIC	141 117 \$	705 585 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de traduction	OPIC	2 134 181 \$	10 599 905 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de TI - Corporations Canada	SMTPE	436 000 \$	2 180 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de TI - Bureau du surintendant des faillites (BSF)	SMTPE	2 139 995 \$	11 136 621 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services juridiques - BSF	SMTPE	710 000 \$	3 813 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services des poursuites pénales - BSF	SMTPE	1 200 000 \$	6 290 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Logiciel de conformité du spectre et services de planification des équipements	STIT	320 000 \$	590 000 \$	2016-2017 à 2017-2018
Services d'informatique en nuage - CRC	STIT	450 000 \$	1 885 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Service d'entretien des terrains et de déneigement - CRC	STIT	160 542 \$	843 861 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de nettoyage - CRC	STIT	278 600 \$	1 479 125 \$	2016-2017 à 2021-2022
Services de sécurité	STIT	350 000 \$	1 720 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Prestation de services de vente aux enchères pour les bandes de 700 et 2500 MHz	STIT	4 500 \$	4 500 \$ ¹⁶	2010-2011 à 2016-2017

¹⁶ Un montant de 2 259 292 \$ a aussi été dépensé durant les années précédentes. Un contrat en deux phases a été attribué à Power Auctions (PA) en décembre 2010, pour la conception des enchères et la prestation de conseils à cet égard, ainsi que pour l'élaboration, la mise en œuvre et la réalisation des enchères des bandes de 700 et de 2 500 MHz. La valeur totale prévue du contrat est de 2 563 792 \$.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) ¹⁵	Durée (d'un exercice à un autre)
Prestation de services de vente aux enchères pour la bande de 600 MHz	STIT	50 000 \$	1 327 380 \$	2016-2017 à 2022-2023
Services de vérification des résultats des enchères du spectre de la bande de 600 MHz	STIT	0 \$	500 000 \$	2018-2019 à 2019-2020
Élaboration de l'indice des obstacles au commerce intérieur	SPS	301 724 \$	301 724 \$ ¹⁷	2016-2017 (Contrat de 3 ans de 2014-2015 à 2016-2017)

Éléments de recouvrement des coûts internes > 500 000 \$¹⁸

Description	Secteur	Coût de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) ¹⁹	Durée (d'un exercice à un autre)
Services du BPI	OPIC	13 889 914 \$	70 953 427 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de commissionnaires	OPIC	114 927 \$	598 084 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de passation de contrats	OPIC	215 180 \$	1 119 805 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de ressources humaines	OPIC	2 053 328 \$	10 685 600 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de soutien du SIFM	OPIC	251 568 \$	1 309 170 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services postaux	OPIC	824 938 \$	4 293 010 \$	2016-2017 à 2020-2021
Sécurité et services SST	OPIC	183 356 \$	954 193 \$	2016-2017 à 2020-2021

¹⁷ Un montant de 140 000 \$ a aussi été dépensé en 2014-2015, ainsi que 456 504 \$ en 2015-2016. Selon les clauses contractuelles en vigueur, le coût prévu pour 2016-2017 est de 301 724 \$; à compter de septembre 2016, une modification est envisagée, ce qui augmenterait la valeur du contrat de 2016-2017 (montant à déterminer).

¹⁸ À compter du Plan ministériel 2016-2017, les postes de recouvrement des coûts ne sont pas comptabilisés au moment de calculer les coûts généraux des investissements prévus d'ISDE.

¹⁹ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Description	Secteur	Coût de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) ¹⁹	Durée (d'un exercice à un autre)
Services de la politique stratégique	OPIC	315 537 \$	1 515 537 \$	2015-2016 à 2016-2017
Services du BPI offerts à Corporations Canada et au programme NUANS	SMTPE	410 000 \$	2 050 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Plan de maintenance des logiciels du BPI destiné à Corporations Canada	SMTPE	1 600 000 \$	8 000 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Plan de maintenance des logiciels du BPI destiné à NUANS	SMTPE	480 000 \$	2 400 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de ressources humaines offerts à Corporations Canada	SMTPE	175 000 \$	875 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de ressources humaines offerts au BSF	SMTPE	733 481 \$	3 817 395 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services de GI-TI – BSF	SMTPE	3 282 620 \$	16 912 937 \$	2016-2017 à 2020-2021
Déménagement de l'Administration centrale du BSF	SMTPE	1 500 000 \$	1 500 000 \$	2016-2017

Projets²⁰

Les projets visant à promouvoir le marché au cours des cinq prochaines années cibleront la construction et l'entretien de l'infrastructure technologique et opérationnelle nécessaires afin de bien offrir les services de réglementation du marché et d'appuyer l'élaboration de politiques d'encadrement du marché. Les projets proposés et actifs de plus de 500 000 \$ sont décrits dans les tableaux suivants. Les projets de moins de 500 000 \$ comprennent l'élaboration d'un plan de mise en œuvre d'un service d'accès au registre pluri-gouvernemental pour diminuer les tracasseries liées aux recherches, au processus d'enregistrement et aux déclarations relevant de plusieurs territoires de compétence, ainsi que le remplacement du système d'information et de suivi pour les demandes et avis utilisé pour l'examen des investissements au moyen d'une solution sur mesure (Système de gestion de la *Loi sur Investissement Canada* – SGLIC) qui mettra à profit l'investissement précédent du Ministère dans l'application et l'infrastructure de gestion des relations avec la clientèle de Microsoft Dynamics.

²⁰ L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

Projets > 500 000 \$ – Proposés

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total des investissements prévus ²¹	Durée	Étape en milieu d'exercice ²²	Santé du projet	
						Coût	Calendrier
Gestion des examens des agents de l'OPIC	OPIC	457 000 \$	925 000 \$	Février 2016 à mars 2018	2		
Projet de dossiers électroniques de l'OPIC (prolongement du Système d'accès aux documents de l'OPIC)	OPIC	240 000 \$	925 000 \$	Février 2016 à septembre 2018	2		
Recherche intelligente à l'OPIC	OPIC	800 037 \$	1 479 200 \$ ²³	Septembre 2015 à avril 2018	2		
Services en ligne monOPIC	OPIC	1 580 000 \$	3 236 758 \$ ²²	Septembre 2015 à septembre 2017	2		
Solution de gestion du contenu de l'entreprise (GCE) de l'OPIC	OPIC	2 371 209 \$	5 609 006 \$ ²²	Mai 2013 à mai 2019	2		 ²⁴
Solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de l'OPIC pour le droit d'auteur et le dessin industriel	OPIC	247 962 \$	1 378 100 \$ ²²	Janvier 2015 à novembre 2018	2		
Solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de l'OPIC pour les brevets	OPIC	991 647 \$	11 252 000 \$ ²²	Avril 2014 à mars 2019	2		
Solution modernisée des cas de PI et du déroulement des activités de l'OPIC pour les marques de commerce et la COMC	OPIC	1 495 000 \$	7 140 000 \$ ²²	Décembre 2014 à décembre 2019	2		

²¹ Le coût total des investissements prévus est souvent déclaré pour les projets proposés (étapes 1 et 2) au lieu du coût prévu du projet. Le coût total des investissements prévus peut inclure des coûts hors projets, notamment les coûts récurrents et les coûts de l'étape 2. Cela diffère du coût total des investissements prévus.

²² Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html.

²³ Dans ce cas, correspond aux phases 3-5 du coût prévu du projet.

²⁴ La date de fin de projet approuvée à l'évaluation 1 était le 30 octobre 2016. Le projet est de retour devant le Conseil des investissements pour l'évaluation 2 en novembre 2016 (la réunion du Conseil des investissements du 13 septembre a été remise, puis annulée) et présentera une date de déploiement modifiée – de mars 2017 à janvier 2019 – à la suite de l'analyse d'options de solution.

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total des investissements prévus ²¹	Durée	Étape en milieu d'exercice ²²	Santé du projet	
						Coût	Calendrier
Recherche intégrée des dossiers de faillite et d'insolvabilité au BSF	SMTPE	590 000 \$	625 000 \$	Avril 2015 à avril 2017	2		

Projets > 500 000 \$ – Actifs

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total prévu du projet ²⁵	Durée	Étape en milieu d'exercice ²⁶	Santé du projet	
						Coût	Calendrier
Fondation de gestion des relations avec la clientèle de l'OPIC	OPIC	1 925 284 \$	2 196 184 \$	Mars 2014 à décembre 2017	3		
Dépôt électronique d'une demande de brevet à l'OPIC	OPIC	655 000 \$	1 403 660 \$	Avril 2013 à avril 2017	3		
Système intégré des finances de l'OPIC	OPIC	947 486 \$	3 858 950 \$	Juin 2013 à juillet 2019	3		
Mise en œuvre informatique à l'OPIC d'un traité international sur les brevets	OPIC	635 811 \$	1 871 950 \$	Mars 2014 à mars 2018	3		
Mise en œuvre informatique à l'OPIC d'un traité international sur le dessin industriel	OPIC	1 317 481 \$	1 941 371 \$	Avril 2014 à avril 2018	3		
Mise en œuvre informatique à l'OPIC des projets de loi C-31 et C-8 sur les marques	OPIC	2 649 402 \$	8 211 722 \$	Février 2013 à janvier 2020	3		

²⁵ Coût prévu du projet (phases 3-5).

²⁶ Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/eng/h_00004.html.

²⁷ Toutes les ressources humaines, y compris celles qui ont été embauchées depuis janvier 2016, sont affectées à des projets législatifs déterminés comme étant plus hautement prioritaires. Les travaux ultérieurs sur ce projet se poursuivront quand les ressources affectées aux projets législatifs seront disponibles.

²⁸ Les estimations du BPI pour la réalisation du bloc de tâches 3 repousse la mise en œuvre d'un an, soit jusqu'à mars 2019. Les options pour respecter à nouveau le calendrier ont été examinées avec le responsable de l'activité. On va de l'avant avec l'échéance prévue, mars 2019, mais une révision aura lieu quand la conception détaillée aura été terminée en mai 2017. L'état du calendrier reflète le souhait du responsable de l'activité de respecter l'échéance de mars 2018 pour le bloc de tâches 3.

²⁹ L'estimation de coût approuvé à l'évaluation graduelle 2 s'est élevée à 5,2 millions de dollars. L'estimation à l'évaluation graduelle 3 pour la version provisoire et la version principale s'élève à 6,6 millions de dollars et ne comprend pas les 2,2 millions de dollars de dépenses engagées à ce jour. Les estimations du mécanisme d'évaluations graduelles 3 pour Madrid ne sont pas comprises non plus et pourraient dépasser 3 millions de dollars. Le coût total du projet pourrait donc dépasser 12 millions de dollars, soit plus de 50 % de l'estimation à l'évaluation graduelle 2.

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total prévu du projet ²⁵	Durée	Étape en milieu d'exercice ²⁶	Santé du projet	
						Coût	Calendrier
de commerce							
Solution TI (à long terme) pour le télétravail à l'OPIC	OPIC	329 660 \$	601 411 \$	Août 2013 à juin 2017	4	○	⊙
Délivrance des licences de syndic au BSF	SMTPE	1 127 142 \$	1 470 330 \$	Mars 2015 à septembre 2017	4	○	○
Ra recherche de dénominations sociales NUANS	SMTPE	18 180 \$	1 564 684 \$	Septembre 2012 à septembre 2016	4	○	⊙
Automatisation de l'entrée des données des résultats d'inspection des appareils de mesure	SMTPE	0 \$	1 640 854 \$	Février 2009 à septembre 2016	5	○	○
Santé et sécurité	STIT	11 108 900 \$	37 047 391 \$	Janvier 2012 à janvier 2017	4	○	○
Centre d'analyse des mégadonnées du CRC (anciennement le Centre pour l'analytique du spectre)	STIT	1 297 816 \$	1 635 066 \$	Avril 2015 à septembre 2016	4	○	○
Modernisation des applications du spectre - Mise en oeuvre d'un logiciel commercial	STIT	0 \$	46 403 824 \$	Avril 2007 à juin 2019	5	○	○

RISQUES ORGANISATIONNELS

En plus des priorités ministérielles décrites ci-dessus, le Ministère a adopté une approche proactive afin de limiter les risques potentiels associés au résultat stratégique « Le marché canadien est efficace et concurrentiel ». Le Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications (STIT) mettra en œuvre des stratégies d'atténuation destinées à améliorer la disponibilité d'un nombre suffisant de licences du spectre pour répondre à la demande, à moderniser les bâtiments vieillissants et leurs infrastructures et équipements respectifs dans certaines installations et à assurer la mise en œuvre du projet Modernisation des applications du spectre – mise en œuvre d'un logiciel commercial (MAS-MLC). Le Secteur de l'industrie adoptera des stratégies permettant de satisfaire aux exigences du processus d'examen des investissements de façon à s'inscrire dans les objectifs plus généraux du gouvernement pour attirer les investissements étrangers. L'OPIC mettra en œuvre des stratégies

³⁰ Malgré la reprise des travaux par SPC, à la fin de juillet 2016, sur l'installation et la configuration des environnements de développement et d'essai requis, les deux environnements prioritaires du projet (essais d'acceptation du système et développement) n'ont toujours pas été livrés. Cela a causé des retards dans les essais d'acceptation du système sur les éléments de conception ancienne de la version provisoire, ce qui causera ensuite des retards dans les essais d'acceptation par l'utilisateur.

d'atténuation aptes à faciliter l'octroi d'importants investissements dans la modernisation de la TI et les adaptations technologiques requises à la suite des modifications législatives.

Les jalons clés de milieu d'exercice pour le STIT comprennent l'ajout de sept nouveaux projets au portefeuille Santé et sécurité (financés par l'entremise de l'initiative relative à l'infrastructure fédérale contenue dans le Budget 2016) et la clôture du projet MAS-MLC. Le Secteur de l'industrie a abaissé son évaluation du risque par rapport au processus d'examen des investissements, et l'OPIC a préparé les éléments clés de programme concernant son programme de modernisation de la TI, dont le plan directeur de modernisation de la TI et le plan et l'analyse de rentabilisation du programme. L'annexe 3 contient plus d'information sur les plans d'action connexes.

STRATÉGIES DES RESSOURCES HUMAINES

Le tableau suivant présente les stratégies ciblées des ressources humaines développées par les secteurs et les programmes afin de relever les défis clés et appuyer la prestation des priorités ministérielles en 2016-2017.

Sous-programme	Secteur	Principaux enjeux en matière de RH	Mesures pour combler la lacune ou le besoin	État		
				Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Mesure commerciale	SMTPE	Mesures Canada (MC) pourrait continuer d'avoir de la difficulté à pourvoir des postes au niveau d'entrée et d'autres postes d'inspecteur technique en raison d'un marché du travail concurrentiel. Si l'on n'arrive pas à recruter et à garder en poste un personnel qualifié, cela pourrait nuire à la capacité de MC de contrôler la conformité des propriétaires d'appareil aux nouvelles exigences en matière d'inspection obligatoire, d'appliquer des sanctions administratives pécuniaires et d'autres stratégies d'amélioration et d'observance de la conformité et de vérifier le travail et assurer la surveillance des inspecteurs indépendants du gouvernement qui effectuent des inspections obligatoires et autres des appareils de mesure.	Les efforts de recrutement direct dans les écoles techniques et ailleurs qui ont été déployés par Mesures Canada (MC) ont été couronnés de succès, puisque huit nouveaux inspecteurs ont été embauchés au cours du présent exercice financier, ce qui comprend de nouveaux inspecteurs pour les régions du nord de l'Ontario. MC avait déjà eu de la difficulté à recruter du personnel pour travailler dans ces régions éloignées. MC participe également à la campagne de recrutement postsecondaire 2016 de la Commission de la fonction publique (CFP). La campagne permettra à MC d'améliorer la visibilité de ses postes d'inspecteur vacants au niveau d'entrée et de créer des répertoires de préqualification (bassins de candidats préqualifiés)	○	○	○

			<p>auxquels peuvent recourir les gestionnaires partout au pays. On a continué de veiller à ce que les inspecteurs nouvellement embauchés progressent dans le cadre du programme de recrutement et de perfectionnement en TI, conformément aux échéances et critères établis. MC a embauché 66 nouveaux inspecteurs au niveau d'entrée au cours des trois derniers exercices financiers et demie, et la majorité d'entre eux sont actuellement inscrits au Programme.</p>			
Accès au marché	SPS	<p>On s'attend à ce que les négociations entourant le renouvellement de l'Accord sur le commerce intérieur soient menées à terme par les négociateurs fédéraux en place et leurs résultats appliqués grâce aux services d'employés expérimentés d'ISDE et de conseillers juridiques aguerris en matière de questions commerciales.</p>	<p>On continue de travailler efficacement au renouvellement de l'Accord sur le commerce intérieur, après quoi on pourrait solliciter des ressources pour mettre en œuvre un processus d'harmonisation des mesures réglementaires.</p>	○	○	○
Propriété intellectuelle	OPIC	<p>Il faudra se doter de l'expertise et de la capacité nécessaires ainsi que de nouvelles capacités organisationnelles fondées sur la TI pour concrétiser le nouveau plan stratégique de sensibilisation à la PI et fournir les outils connexes. Le Ministère est actif tant au niveau de l'exigeant programme législatif que du programme de modernisation de la TI. Toute cette activité pose des défis importants sur le plan des ressources.</p>	<p>Des mesures sont prévues dans le plan stratégique des ressources humaines de l'OPIC pour la période 2016 à 2019. Ce plan en est actuellement aux dernières étapes de l'approbation.</p>	○	➡	➡

RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 : LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LES DOMAINES DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE, DES CONNAISSANCES ET DE L'INNOVATION RENFORCENT L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Innovation, Sciences et Développement économique Canada investit dans les sciences et la technologie pour créer des connaissances et permettre aux Canadiens d'acquérir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour être concurrentiels et prospères dans une économie mondiale axée sur le savoir. Ces investissements font en sorte que les découvertes et les percées décisives aient lieu ici, au Canada, et que les Canadiens profitent des avantages sociaux et économiques qu'elles entraînent.

Les progrès réalisés dans les domaines des sciences et de la technologie, des connaissances et de l'innovation renforcent l'économie canadienne

Capacité dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation

Secteur science et innovation (SIS) et Secteur de la politique stratégique (SPS)

Financement de la recherche-développement

Secteur science et innovation (SIS) et Secteur de l'industrie (SI)

OBJECTIFS

Les objectifs ministériels courants à l'appui du résultat stratégique « Les progrès réalisés dans les domaines des sciences et de la technologie, des connaissances et de l'innovation renforcent l'économie canadienne » incluent:

- Encourager les partenariats collaboratifs en recherche-développement (R-D) entre les instituts de recherche, les universités, les collèges et le secteur privé.
- Accroître les activités de R-D des entreprises canadiennes en investissant dans des projets innovateurs grâce à des programmes comme l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense, le Programme de démonstration de technologies et le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile.

PRIORITÉS DE 2016-17

L'élaboration d'un nouveau Programme inclusif d'innovation sera au centre des efforts déployés par ISDE pour efficacement aider les entreprises, chercheurs et entrepreneurs novateurs du Canada. Les priorités 2016-2017 décrites dans le tableau suivant visent à promouvoir les technologies et une croissance propres et appuyer les secteurs clés de l'économie ayant le potentiel d'attirer de nouveaux investissements et de favoriser la croissance afin de créer des emplois basés sur le savoir bien rémunérés, de favoriser la productivité et la prospérité du Canada et de faire en sorte que le Canada soit compétitif à l'échelle mondiale. Les initiatives et activités d'ISDE ont pour but d'améliorer le rendement du Canada en matière d'innovation, de créer un milieu concurrentiel pour configurer les investissements en R-D et de fournir une aide financière qui incitera les entreprises à prendre des risques stratégiques dans le domaine de la R-D. Le tableau offre des précisions sur l'état et les réalisations associés aux jalons clés prévus pour l'exercice 2016-2017.

Jalons clés	Liens	État ³¹		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
❖ Améliorer l'infrastructure du savoir et de l'innovation				
On est en train d'élaborer les options de programme pour renforcer les réseaux et les grappes de l'innovation , ce qui comprend l'approche en matière de consultation publique.		○	○	➡
Appuyer la prestation du nouveau Fonds d'investissement stratégique (FIS) pour les établissements postsecondaires , qui est doté d'un budget de deux milliards de dollars : <ul style="list-style-type: none"> La date limite de dépôt d'une demande était le 9 mai 2016, et le processus d'évaluation des projets a pris fin le 3 juin 2016. Les décisions relatives aux projets ont été prises, et on est train de signer les ententes de contributions dans tous les territoires de compétence. La majorité des ententes de contributions sont établies, et on signera celles qui restent au cours de l'automne 2016. Les projets choisis seront annoncés en collaboration avec les provinces et territoires, et ces annonces se feront tout au long de l'automne 2016. 		○	○	➡
❖ Appuyer les sciences et la recherche de calibre mondial				
Octroyer les investissements annoncés dans le Budget 2016 qui serviront à accorder plus d'aide aux chercheurs et établissements de calibre mondial : <ul style="list-style-type: none"> Des fonds du Budget 2016 ont été fournis à Mitacs pour son programme Globalink. On a rédigé une présentation au Conseil du Trésor relativement à la nouvelle contribution à Génome Canada ainsi que les modifications collégatives aux conditions, ce qui a été partagé avec le Secrétariat du Conseil du Trésor. L'entente de contributions au Réseau de cellules souches a été finalisée. 		○	○	☑

³¹ Légende de l'état :



En voie de réussite / se déroule comme prévu



Certain retard / dépassements de coûts / autres difficultés



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés



Réalisé



En voie de réussite / se déroule comme prévu, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Certains retards / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018

Jalons clés	Liens	État ⁹¹		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> On a rédigé les présentations au Conseil du Trésor relatives aux nouvelles contributions à l'Institut Perimeter pour la physique théorique et au Centre pour la recherche et le développement des médicaments, ainsi que les conditions connexes. Un troisième concours des Chaires d'excellence en recherche du Canada (CERC) doit être lancé au cours de l'automne 2016, et deux nouvelles chaires en technologies propres et durables ont été ajoutées. 				
On a démarré l'examen de tous les aspects de l' aide fédérale en science pure le 13 juin 2016. Après le processus initial de présentation en ligne et les réunions des intervenants, le comité consultatif lançait un appel à contributions officiel le 12 août 2016. Les présentations doivent avoir été acheminées au plus tard le 30 septembre 2016.		○	○	○
Les organismes subventionnaires fourniront des fonds nouveaux et un financement continu, comme annoncé dans le Budget 2016, pour appuyer la recherche axée sur la découverte et réalisée à l'initiative des chercheurs .		○	○	○
Appuyer la création d'un poste de dirigeant scientifique principal (DSP) : <ul style="list-style-type: none"> Appui du Ministère aux consultations intérieures et internationales au sujet du poste de DSP. Analyses achevées sur les pratiques exemplaires et les modèles pouvant être retenus pour le poste de DSP, ce qui comprend les critères de sélection du ou de la titulaire. 		○	○	☑
Plus de consultations ministérielles avec les fournisseurs et intervenants clés liés à l' infrastructure de recherche numérique (IRN) sont prévues pour définir les priorités et approches d'une stratégie IRN.		○	➡	➡
Poursuivre le travail avec les organismes subventionnaires fédéraux et les autres ministères du gouvernement fédéral pour mettre en œuvre le plan de promotion de la science ouverte dans les collectivités fédérales et universitaires de la recherche, notamment le travail de définition et de diffusion d'une approche apte à concrétiser les nouveaux engagements en matière de science ouverte présentés dans le Plan d'action du Canada pour un gouvernement ouvert 2016 à 2018.		○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ³¹		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Promouvoir les chercheurs et la recherche scientifique du gouvernement , tout en y donnant plus aisément accès à partir de Canada.ca.		○	○	○
❖ Stimuler la croissance économique				
On a fourni du soutien au plan de la recherche, de l'analyse et de la logistique au Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation (CSTI), alors que cet organisme extérieur prépare ses conseils à l'intention du Ministre d'ISDE sur 1) la façon dont les marchés du gouvernement fédéral pourraient mieux servir à stimuler innovation et 2) les paramètres à employer pour mesurer les progrès du Canada dans les champs d'action du Programme inclusif d'innovation.		○	➡	☑
Prolonger et continuer à administrer le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile (FISA) jusqu'à la fin de l'exercice 2020-2021 et examiner des approches pour optimiser l'impact de l'aide fédérale offerte au secteur de l'automobile : <ul style="list-style-type: none"> Des fonctionnaires d'ISDE ont consulté des intervenants de l'industrie au sujet des approches relativement aux investissements proposés. On a discuté avec de nombreuses entreprises de la négociation d'éventuelles ententes. 		○	➡	➡
Continuer à administrer le Programme d'innovation pour les fournisseurs du secteur de l'automobile (PIFSA) : <ul style="list-style-type: none"> À ce jour, 11 projets ont été financés aux termes du PIFSA en 2016-2017, pour un total de 13. Les fonctionnaires d'ISDE examinent des dossiers de demande et rencontrent régulièrement des demandeurs pour discuter des investissements proposés. 		○	➡	➡
Continuer à administrer l' Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) : <ul style="list-style-type: none"> L'Office des technologies industrielles (OTI) est en train de négocier des ententes de contributions avec plusieurs entreprises qui pourraient être des bénéficiaires de l'ISAD dans l'avenir. La phase I de la vérification de programme de l'ISAD devrait être achevée d'ici la mi-décembre 2016. Une évaluation interne du programme de l'ISAD est en cours et sera terminée d'ici la fin de l'exercice 2016-2017. Cette évaluation a avant tout pour but d'examiner la pertinence, le rendement et l'efficacité du programme. Le plan de sensibilisation 2016-2017 a été élaboré et est en cours d'exécution, le personnel 		○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ³¹		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
de l'OTI participant à diverses activités de l'industrie partout au pays. Le plan de sensibilisation 2016-2017 de l'ISAD est axé sur un certain nombre d'activités de l'industrie pour discuter des options en vue des possibles changements à l'ISAD.				
Continuer à administrer le Programme de démonstration de technologies (PDT) et envisager des améliorations au programme au niveau de la conception et des procédures du PDT : <ul style="list-style-type: none"> • Lancement d'un troisième appel de propositions en juillet 2016. Les déclarations d'intérêt devaient être reçues en octobre 2016. L'appel de propositions de projet complètes sera probablement lancé en novembre 2016 et sera assortie d'une échéance en février ou mars 2017. • Élaboration d'un plan de sensibilisation pour 2016-2017. Il est mis en œuvre par le personnel de l'OTI, qui participe à diverses activités de l'industrie partout au pays. • Il y aura une réunion des membres du comité consultatif du PDT de l'Industrie en 2016-2017 pour examiner les éléments du programme. 		○	○	➡
❖ Promouvoir les technologies et une croissance propres				
Promouvoir les technologies propres et l'adoption de mesures pour contrer les changements climatiques par le truchement de Technologies du développement durable Canada (TDDC), grâce à l'appui des organismes de développement régional (ODR) envers les activités axées sur les technologies propres et le travail du CNRC visant à intégrer la résilience climatique aux guides et codes de conception des bâtiments : <ul style="list-style-type: none"> • Les activités du CNRC sont en cours de réalisation et sur la bonne voie. Le protocole d'entente (PE) entre le CNRC et Infrastructure Canada sera ratifié en octobre 2016. Par l'intermédiaire de TDDC, continuer à appuyer le développement et la démonstration de technologies propres aptes à freiner les changements climatiques et à maintenir ou rétablir la pureté de l'air, la propreté de l'eau et la salubrité des sols. <ul style="list-style-type: none"> ○ En juillet 2016, TDDC adoptait le nouveau modèle d'acceptation continue des demandes, qui devrait considérablement réduire le délai entre le dépôt d'une demande de financement et la décision consécutive, tout en améliorant l'interactivité des services d'accueil, ce qui devrait permettre à TDDC de fournir une rétroaction plus utile et efficace et de minimiser les formalités pour les demandeurs. ○ En septembre 2016, le gouvernement annonçait des investissements de plus de 45 millions de dollars dans des projets de technologies propres de pointe par l'entremise de TDDC. 		○	○	○

Jalons clés	Liens	État ³¹		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>Appuyer le Cadre pancanadien sur le changement climatique en occupant la vice-présidence du Groupe de travail sur les technologies et l'innovation propres et sur les emplois :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) se sont réunis en juin 2016 et ont formé un groupe de travail (GT) qui a pour tâche de définir le mandat d'une table ronde permanente sur l'innovation. Le 18 novembre, 2016, les ministres de l'Innovation et du Développement économique ont approuvé le rapport final du GT et les recommandations aux premiers ministres pour leur considération dans le contexte du Cadre pancanadien sur la croissance propre et le changement climatique. Il est prévu que les premiers ministres se réunissent en décembre 2016. Les ministres de l'Innovation et du Développement économique ont également demandé aux fonctionnaires de développer un plan de mise en œuvre pour les options présentées dans le rapport. 		○	➡	➡
<p>Appuyer les efforts déployés par Ressources naturelles Canada (RNCan) pour améliorer les données sur les technologies propres, afin de créer un cadre statistique présentant l'information régulièrement publiée sur l'apport économique du secteur des technologies propres à l'économie canadienne et aider le gouvernement à faire le suivi des progrès réalisés au regard des objectifs en matière de technologies propres :</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer RNCan à cet égard en consultant les entités concernées et produisant une définition consensuelle de ce que sont les « technologies propres », qui sera utilisée à l'échelle de la famille fédérale, y compris pour ce qui est d'élaborer les données. Préparer un compendium/taxonomie exhaustif des activités liées aux technologies propres et des biens et services destinés à faciliter l'élaboration des données. <p>Soutenir la consultation extérieure de RNCan sur la stratégie de données sur les technologies propres et explorer la possibilité d'utiliser les données administratives et de programme non traditionnelles pour étayer et valider les données d'enquête de Statistique Canada.</p>		○	○	○

APERÇU FINANCIER

Ressources financières et tendances des dépenses

Il est essentiel d'encourager l'innovation et d'investir dans les domaines des sciences et de la technologie pour assurer la solidité de l'économie canadienne. Le Ministère collabore avec le secteur privé, les associations industrielles, le milieu académique et tous les ordres de gouvernement pour favoriser un environnement favorable à l'innovation, à l'excellence scientifique et à la compétitivité industrielle.

Le tableau ci-dessous indique les niveaux de référence approuvés du Ministère présentés dans le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) de 2016-2017 ainsi que les autorisations actuelles du Ministère en fin d'exercice à l'appui du résultat stratégique « Les progrès réalisés dans les domaines des sciences et de la technologie, des connaissances et de l'innovation renforcent l'économie canadienne ».

Poste	Dépenses prévues ³²	Autorisations de 2016-2017 disponibles à la période 5		Ressources humaines (ETP)
	2016-2017 (en milliers)	2016-2017 (en milliers)	% dépensé	2016-2017 Réel
Fonctionnement	20 307	25 067	28	156
Immobilisations	-	-	-	
Subventions et contributions	649 426	1 233 017	31	
TOTAL	669 733	1 258 084	31	156

Les autorisations en vigueur sont plus élevées que les dépenses prévues en raison des fonds supplémentaires reçus dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses A pour les éléments suivants :

- Contribution à Mitacs Inc. pour le programme Accélération qui finance des stages en recherche industrielle pour les étudiants diplômés et les boursiers postdoctoraux—annoncée dans le Budget 2015 (subventions et contributions : 17,9 M \$).
- Fonds d'investissement stratégique (FIS) pour les établissements postsecondaires—annoncé dans le Budget 2016 (exploitation : 4,8 M \$, subventions et contributions : 494,9 M \$).

³² Comme l'indique le Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017 (RPP), les dépenses prévues reflètent les fonds ayant déjà atteint les niveaux de référence du Ministère, ainsi que les fonds autorisés. Les dépenses prévues n'ont pas été rajustées pour inclure les renseignements contenus dans le budget de 2016, car ces dépenses étaient inconnues au moment de la préparation du RPP de 2016-2017.

- Renforcement du leadership du Canada sur la scène internationale dans le secteur de la recherche sur les cellules souches par l'intermédiaire du Réseau de cellules souches—annoncé dans le Budget 2016 (subventions et contributions : 6 M \$).
- Contribution à Mitacs Inc. pour le programme Globalink afin d'offrir des bourses postdoctorales et des stages internationaux annoncée dans le Budget 2016 (subventions et contributions : 7 M \$).
- Transfert de 57,8 M \$ (subventions et contributions) à ISDE pour administrer et alimenter le Fonds des technologies du développement durable Canada.

Investissements prévus dans les projets et les acquisitions importantes d'immobilisations et de services

La plupart de dépenses pour favoriser l'économie du savoir prend la forme de subventions et de contributions (S et C) aux institutions et aux secteurs industriels clés. Les coûts pour mettre en œuvre de tels programmes sont reliés principalement à la gestion et à la surveillance des accords de S et C. Par conséquent, au cours des cinq prochaines années, les salaires continueront de constituer la majorité des dépenses de fonctionnement des programmes dans ce domaine. De plus, conformément au [Guide de planification des investissements - Actifs et services acquis](#) du SCT, les services destinés aux activités de subventions et contributions ou qui servent à les appuyer ne doivent pas être inclus dans le Plan ministériel d'investissement.

Le tableau suivant présente un aperçu des principaux investissements³³ prévus dans les services. La description détaillée des divers éléments se trouve à l'Annexe 2.

Services > 500 000 \$

Description	Secteur responsable	Coût prévu de 2016-2017	Coût total prévu (5 ans) ³⁴	Durée (d'un exercice à un autre)
Diligence appropriée, contrat de vérification et de présentation de rapports pour le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	SIS	650 000 \$	2 000 000 \$	2016-2017 à 2018-2019
Contrat de vérification pour les fournisseurs de services de vérification	SIS	1 000 000 \$	5 000 000 \$	2016-2017 à 2020-2021

³³ La *Politique de planification des investissements - Actifs et services acquis* du SCT définit un investissement comme étant l'utilisation de ressources dans l'attente de recevoir des bénéfices dans l'avenir, comme une augmentation de rendement, de revenus ou d'actifs ou l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes.

³⁴ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

RISQUES ORGANISATIONNELS

En plus des priorités ministérielles déjà décrites, le Ministère prend une approche proactive afin de limiter les risques potentiels associés au résultat stratégique « Les progrès réalisés dans les domaines des sciences et de la technologie, des connaissances et de l'innovation renforcent l'économie canadienne ». Le Secteur science et innovation et le Secteur de l'industrie adopteront des stratégies destinées à faciliter la réalisation des avantages prévus des programmes en matière de recherche industrielle et de recherche et développement (R-D). Le Secteur des politiques stratégiques adoptera des stratégies axées sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme inclusif d'innovation.

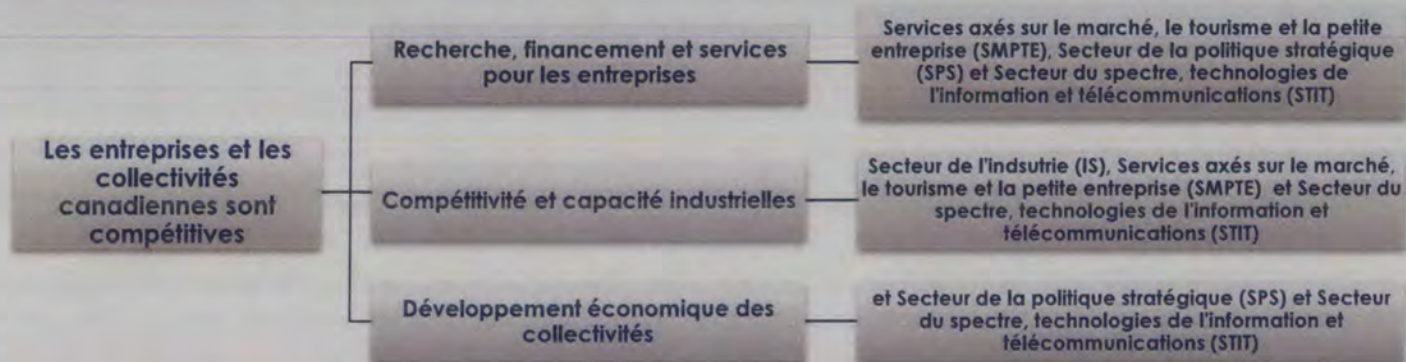
Les jalons clés de milieu d'exercice comprennent les activités de sensibilisation liées aux programmes de financement ainsi que le travail d'évaluation en cours pour l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD). En ce qui concerne le Programme inclusif d'innovation, le Secteur des politiques stratégiques précisera son plan d'action lors de la mise à jour de fin d'exercice du plan ministériel. L'annexe 3 contient plus d'information sur les plans d'action connexes.

STRATÉGIES EN RESSOURCES HUMAINES

Les secteurs de programme sous ce résultat stratégique n'ont prévu aucun problème de RH associé aux priorités ministérielles de 2016-2017. Par conséquent, l'engagement des employés continuera d'être maintenu au moyen des outils de communications internes existants, et les besoins en matière de RH continueront d'être évalués de façon continue.

RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 : LES ENTREPRISES ET LES COLLECTIVITÉS CANADIENNES SONT COMPÉTITIVES

Innovation, Sciences et Développement économique Canada encourage la compétitivité et la productivité des entreprises, car celles-ci créent des emplois et de la richesse. Favoriser le développement économique dans les collectivités stimule le développement des compétences et permet d'approfondir les idées et de saisir les occasions dans tout le pays.



OBJECTIFS

Les objectifs ministériels courants à l'appui du résultat stratégique « Les entreprises et les collectivités canadiennes sont compétitives » incluent:

- Améliorer la croissance et la compétitivité des petites entreprises, y compris les coopératives, et encourager l'entrepreneuriat par l'élaboration de politiques et la réalisation de programmes comme le Programme de financement des petites entreprises du Canada, le Réseau Entreprises Canada et PerLE, et en augmentant l'accès au financement des petites et moyennes entreprises.
- Aider les industries canadiennes à améliorer leur compétitivité et leur capacité d'innovation et à s'adapter à l'économie mondiale en constante évolution à travers des recherches et des analyses sur des industries spécifiques, la mobilisation des intervenants gouvernementaux et de l'industrie, des conseils stratégiques, et la réalisation de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense/ Politique des retombées industrielles et technologiques, la Proposition de valeur de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale, et la surveillance et vérification des obligations en matière de retombées industrielles et régionales.
- Distribuer le Fonds de fabrication de pointe en collaboration avec FedDev Ontario, afin de soutenir les efforts déployés pour développer des technologies de pointe et des activités d'envergure destinées à améliorer les procédés et à augmenter la productivité, à établir des grappes ou des chaînes mondiales d'approvisionnement et à collaborer avec le secteur privé, le milieu de la recherche et les établissements postsecondaires.
- Administrer les programmes appuyant les projets de développement économique et communautaire dans le Nord de l'Ontario.
- Travailler avec les homologues provinciaux, territoriaux et municipaux à la promotion du tourisme canadien.

PRIORITÉS DE 2016-2017

L'élaboration d'un nouveau programme inclusif d'innovation sera au centre des efforts déployés par ISDE pour efficacement aider les entreprises, chercheurs et entrepreneurs novateurs du Canada. Les priorités 2016-2017 décrites dans le tableau suivant visent à favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises, en définissant notamment les avantages concurrentiels régionaux et en offrant du soutien aux accélérateurs et incubateurs d'entreprises, à aider les industries canadiennes adoption à adopter les nouvelles technologies et s'adapter à l'évolution de la situation mondiale et à élaborer et mettre en œuvre une stratégie axée sur les clients pour améliorer les services aux entreprises du Ministère. Le tableau présente les détails sur l'état et les réalisations des jalons clés prévus pour l'exercice 2016-2017.

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
❖ Soutenir la croissance des entreprises				
Travailler avec les provinces, les établissements de recherche et les autres intervenants à la création d'un portail pan-canadien de cartographie des grappes sectorielles du Canada : <ul style="list-style-type: none"> Le travail sur les données, la gestion de projet et les consultations est en cours. Statistique Canada a fourni des données à l'appui du modèle. Les membres de la communauté de pratique FPT se sont réunis, et on a adopté le plan de travail pour s'attaquer aux problèmes techniques du portail de cartographie et produire le rapport consensuel. 	Investissement			
On a examiné le recours au soutien direct pour favoriser la formation de grappes et de réseaux et l'innovation parmi les entreprises et travaillé avec Finances Canada, afin de s'assurer que les mesures fiscales sont efficaces et stimulent l'innovation, le commerce et la croissance des entreprises canadiennes . Le rapport final dirigera les ministres des Finances vers une série de recommandations portant sur la politique fiscale, qui avaient été reçues par le Groupe de travail sur les technologies et l'innovation propres et sur les emplois .				

³⁵ Légende de l'état :



En voie de réussite / se déroule comme prévu



Certain retard / dépassements de coûts / autres difficultés



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés



Réalisé



En voie de réussite / se déroule comme prévu, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Certains retards / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018



Retard important / dépassements de coûts / autres difficultés, et sera suivi dans le Plan ministériel de 2017-2018

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Des consultations doivent s'amorcer à l'automne 2016 pour alimenter l'examen et la mise à jour du Programme de stages pour les jeunes , qui est financé dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse, afin d'offrir aux jeunes des perspectives d'emploi qui correspondent mieux aux compétences et à l'expérience de travail en technologie de l'information et des communications (TIC) dont ils ont besoin pour faire la transition professionnelle et rester dans la population active.		○	○	○
Appuyer le développement et le rendement des accélérateurs et incubateurs d'entreprises au Canada pour épauler la prochaine génération d'entreprises en démarrage et les aider à passer plus rapidement à l'échelon supérieur : <ul style="list-style-type: none"> Des groupes de discussion se sont réunis à Montréal, Toronto et Vancouver depuis le mois de septembre 2016 pour commencer l'élaboration d'un cadre de mesure du rendement des incubateurs et accélérateurs d'entreprise. 		○	○	○
En collaboration avec l'Organisation des États américains, le département américain du Commerce, la province de l'Ontario, les municipalités de la région de Toronto, Kitchener-Waterloo, Hamilton et Niagara, le Canada est l'hôte de la sixième édition du <i>Americas Competitiveness Exchange (ACE)</i> , au cours duquel on mettra en valeur le sens de l'innovation des Canadiens et on favorisera l'établissement de nouveaux réseaux pour les accélérateurs et incubateurs canadiens de pointe : <ul style="list-style-type: none"> Les séances de l'ACE ont eu lieu dans le sud de l'Ontario au cours de la dernière semaine de septembre 2016, et elles regroupaient plus de 50 participants en provenance des Amériques, de l'Allemagne, d'Israël et de la Corée du Sud. Les secteurs représentés se déclinaient comme suit : fabrication de pointe, technologies de l'information et des communications, technologies propres, sciences de la vie et services financiers. 		○	○	○
Travailler avec d'autres organisations fédérales au lancement de la nouvelle initiative en faveur des entreprises à impact élevé : <ul style="list-style-type: none"> Lancement au printemps 2016 du Service de croissance accélérée (SCA) sous l'égide d'ISDE. Assurer la prestation de services coordonnés axés sur les clients parmi les principaux acteurs fédéraux de l'écosystème d'expansion des entreprises : Banque de développement du Canada, Exportation et Développement Canada, Affaires mondiales Canada-Commerce international Canada, Conseil national de recherches du Canada- Programme d'aide à la recherche industrielle et les organismes de développement régional. 		○	○	○

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> Les organisations partenaires du SCA ont identifiés des entreprises clientes potentielles d'un bout à l'autre du pays en vue de la phase de déploiement de l'initiative. 				
On est à la recherche de financement pour favoriser les emplois jeunesse de l'économie verte à l'aide de la Stratégie emploi jeunesse.		○	○	○
<p>Inviter les provinces et territoires à participer à l'établissement d'une nouvelle table ronde ministérielle sur l'innovation et le développement économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux se sont réunis pour une deuxième fois en novembre 2016 et ont approuvé les paramètres pour la mise en place d'une table permanente pour la création d'emplois, la stimulation d'innovations et la croissance économique. La table a le mandat d'identifier et répondre aux questions d'innovation et de développement économique qui sont des priorités communes, y compris par l'alignement, l'action coordonnée, un travail collaboratif et le partage d'information. La Colombie-Britannique sera le premier co-président PT. Les ministres ont approuvé un plan de travail conjoint comptant cinq domaines d'intérêt à faire progresser au cours des deux prochaines années: la croissance des entreprises; les grappes et les technologies de pointe; les gens et les talents; le développement économique autochtone; et la croissance propre. Les fonctionnaires feront rapport aux ministres lors de leur prochaine réunion au printemps 2017 (data à confirmer). Le Groupe de travail (GT) sur les technologies propres, l'innovation et les emplois a présenté un rapport final aux ministres, qui en ont approuvé la publication. Le GT a également présenté un texte pour le Cadre pan-canadien sur la croissance propre et le changement climatique et un énoncé de vision comme bases pour une collaboration FPT permanente à cette table sur les technologies propres. 		○	○	○
<p>Travailler avec les organismes de développement régional (ODR) à faciliter l'intégration de ces organismes au portefeuille d'ISDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> Création d'un nouveau secrétariat des ODR à l'appui de l'intégration au portefeuille. Conception de nouveaux outils de production de rapports pour faciliter l'harmonisation du mandat, ce qui comprend les engagements budgétaires liés aux fonds à consacrer aux technologies propres. 		○	○	○

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>Travailler avec les provinces, les établissements de recherche et les autres intervenants à la création d'un portail national de cartographie des grappes sectorielles du Canada :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le travail sur les données, la gestion de projet et les consultations est en cours. Statistique Canada a fourni des données à l'appui du modèle. Les membres de la communauté de pratique FPT se sont réunis, et on a adopté le plan de travail pour s'attaquer aux problèmes techniques du portail de cartographie et produire le rapport consensuel. 		○	○	○
❖ Améliorer les services à large bande haute vitesse et garder le Canada à l'avant-garde de l'économie numérique				
<p>Quant à l'amélioration des services Internet à large bande haute vitesse prévue en investissant jusqu'à 500 millions de dollars sur cinq ans, à compter de l'exercice 2016-2017, dans un nouveau programme d'expansion et de perfectionnement des services à large bande au profit des communautés rurales et situées en région éloignée, le Ministère termine un processus de mobilisation des intervenants à l'automne 2016. Les fonctionnaires d'ISDE ont consulté plus de 500 personnes pour s'assurer que le nouveau programme appuie et respecte les priorités des principaux partenaires, comme les provinces et territoires, les représentants communautaires et le secteur privé.</p>	Investissement	○	○	☑
<p>Poursuivre la mise en œuvre du programme Un Canada branché pour améliorer l'accès aux services Internet à large bande pour 280 000 ménages des régions rurales et nordiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> On continue à passer des ententes de contributions pour l'expansion des services Internet à large bande dans chaque province et territoire du Canada. Certains projets sont déjà sur le point d'être achevés. Une fois que tous les projets approuvés auront été menés à terme, le programme Un Canada branché devrait avoir dépassé son objectif d'étendre et perfectionner les services Internet à large bande pour 280 000 ménages. 		○	○	➡
<p>Continuer à gérer les ententes de contributions existantes du programme Large bande Canada : Un milieu rural branché. Le Ministère est en train de terminer la phase de surveillance du programme Large Bande Canada en vue d'une élimination graduelle. On devrait terminer la phase de surveillance d'ici la fin du mois de décembre 2016.</p>		○	○	○

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
❖ Stimuler la croissance économique				
<p>Collaborer avec les autres ministères pour prioriser et faciliter le développement et l'adoption des nouvelles technologies essentielles à la compétitivité manufacturière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ISDE, en partenariat avec la province de l'Ontario et FedDev Ontario, a terminé les travaux d'une table ronde sur l'innovation en lien avec les technologies de l'eau en avril 2016 avec les hauts dirigeants représentant les entreprises qui sont les chefs de file du secteur ontarien des technologies de l'eau. La séance avait pour but de définir les possibles voies à suivre – tant technologiques que non technologiques – pour une collaboration entre l'industrie et le gouvernement apte à assurer la croissance du secteur au Canada. • Effectuer des analyses sectorielles et des évaluations environnementales des nouvelles technologies : <ul style="list-style-type: none"> ○ Profil de l'industrie canadienne de l'hydrogène et des piles à combustible 2016 (annuel). ○ Analyse et modélisation économiques d'une infrastructure de ravitaillement en hydrogène au détail au Canada (en cours). ○ Évaluation des possibilités économiques des véhicules propres en C.-B. – en partenariat avec le gouvernement de la C.-B., le CNRC, RNCan, la Ville de Surrey et la Ville de Vancouver. ○ Rapport de synthèse des consultations avec les intervenants et des ateliers sur l'impression 3D et la fabrication additive. • ISDE a aidé RNCan à évaluer les propositions associées à l'engagement financier de 62,5 millions de dollars inscrit dans le Budget 2016 pour le Programme d'innovation énergétique. 				○ ○ ➡
<p>Continuer d'explorer des avenues de solution pour concrétiser les aspirations du secteur des produits alimentaires et boissons de devenir plus concurrentiel à l'échelle mondiale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • On a continué de travailler en collaboration avec AAC, l'industrie et les autres intervenants pour régler les questions de compétitivité, notamment en discutant dans des groupes comme la table ronde sur le secteur de la transformation alimentaire et la table ronde sur la chaîne de valeur des produits de la mer, où les résultats des recherches stratégiques effectuées pour le compte d'ISDE ont formé la base des discussions. 				○ ○ ➡

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> On a ouvert les dialogues sur la technologie alimentaire avec les Manufacturiers et exportateurs du Canada (MEC) et la BDC pour informer l'industrie au sujet des capacités des fabricants d'équipements et de la dynamique du marché du matériel de transformation alimentaire au Canada. On a amorcé le travail sur la capacité d'innovation, les réseaux et les grappes, l'automatisation et la robotique ainsi que les sous-secteurs à forte croissance, et des efforts de sensibilisation ciblés au Québec, dans les provinces de l'Atlantique et au Manitoba ont été faits pour appuyer ce travail. 				
<p>Mettre en œuvre et vérifier les politiques industrielles dans l'optique des objectifs du gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> On en est venu à une entente pour transférer des fonds de la Défense nationale à ISDE, sur une base annuelle, pour faciliter la mise en œuvre de la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) et répondre aux besoins en ressources d'ISDE. Dans le cadre des initiatives actuelles en matière de transparence et de communication, ISDE publie désormais en ligne l'état d'avancement des travaux des fournisseurs relativement à leurs obligations, les résultats d'une grande enquête bisannuelle sur le secteur de la défense, présente des cas exemplaires et offre des produits de vidéocommunication. La politique RIT s'applique aux grands marchés d'approvisionnement des secteurs de la défense et de la sécurité. À ce jour, grâce à l'effet de levier de la politique RIT, dix (10) marchés d'approvisionnement attribués ont créé 1,4 milliard de dollars en retombées économiques pour l'industrie canadienne. On a appliqué la Politique des retombées industrielles et régionales (RIR) aux marchés des projets de soutien en service des navires de patrouille extracôtiers de l'arctique et des navires de soutien interarmées, projet de navires de soutien interarmées et au projet de construction de navire hauturier de recherche océanographique. On a contribué à l'établissement d'un rapport annuel au Parlement sur l'état de la Stratégie nationale de construction navale. 		○	➡	➡
<p>On animé des réunions lors d'activités nationales et internationales avec des intervenants des autres ministères, de l'industrie, du milieu universitaire et d'autres ordres de gouvernement pour mieux comprendre les défis et les possibilités du secteur des sciences de la vie et pour favoriser les partenariats entre les acteurs du secteur. Cela a consisté notamment à assurer la réussite de la participation du Ministre d'ISDE à la BIO International Convention, qui s'est tenue à San Francisco en juin 2016.</p>		○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>Par l'entremise de Statistique Canada et d'autres intervenants, améliorer la mesure des services en tant que fonction opérationnelle de la fabrication canadienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> On a produit une analyse du lien entre la servicisation, la rentabilité et la R-D. Une étude du rendement économique des grandes entreprises servicisées canadiennes a été amorcée. En collaboration avec Statistique Canada, on a complété la version préliminaire d'une étude de faisabilité sur la façon de mieux mesurer les activités de services et la servicisation dans le secteur manufacturier. On a formé le groupe de réseautage sur la fabrication conjoint de Statistique Canada et ISDE pour améliorer la circulation de l'information sur les initiatives liées aux données et favoriser les occasions de collaborer. 		○	○	➡
<p>Le Ministre a assisté au Salon international de l'aéronautique de Farnborough en juillet 2016 et a atteint les objectifs de sensibilisation aux capacités des avions chasseurs, de promotion du commerce et d'attraction des investissements, et on a démontré l'engagement du gouvernement du Canada à appuyer le leadership en innovation au sein de l'industrie aérospatiale canadienne.</p>		○	☑	
<p>Assumer le leadership de la relation du gouvernement avec le secteur canadien de l'aéronautique et favoriser sa réussite et sa compétitivité futures :</p> <ul style="list-style-type: none"> On a terminé le travail d'analyse requis avant de publier le rapport « L'état de l'industrie aérospatiale canadienne 2016 » en juin 2016, en collaboration avec l'Association des industries aérospatiales du Canada (AIAC). On a réussi à attirer des investissements en travaillant avec Bell Helicopter pour relocaliser une chaîne de montage d'hélicoptères à Mirabel. 		○	○	➡
<p>Définir, orienter et faciliter l'élaboration de stratégies prospectives pour les industries spatiale, maritime et de la défense. Le travail se poursuit à cet égard grâce à la réalisation des analyses ministérielles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> On a présenté une analyse et un diagnostic sur le secteur maritime et de la construction navale du Canada au Comité de gestion du ministère en mars 2016. On a terminé le rapport « L'état de l'industrie canadien de la Défense » en avril 2016 (https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/eng/h_ad03978.html). 	Stratégie RH	○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> On a produit un aperçu de la situation dans le secteur canadien de la construction spatiale en se fondant sur les données de Statistique Canada. 				
<p>En ce qui concerne le secteur de l'automobile :</p> <ul style="list-style-type: none"> Comme annoncé dans le Budget 2016, ISDE examine des approches qui permettront au Ministère d'optimiser l'impact de l'aide fédérale offerte au secteur de l'automobile, notamment en évaluant les conditions du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. ISED continue d'entretenir de solides relations de travail avec les intervenants clés du secteur de l'automobile, dont les membres du Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile (CPSCA). ISDE a pu profiter des lumières de Ray Tanguay, conseiller des gouvernements du Canada et de l'Ontario pour le secteur de l'automobile, qui a entrepris un vaste processus de consultation auprès des principaux intervenants du secteur de l'automobile, de spécialistes du milieu universitaire et de leaders d'opinion, afin de formuler des conseils stratégiques qui contribueront à améliorer la compétitivité du secteur de l'automobile au Canada. 		○	➡	➡
<p>Une version préliminaire d'une stratégie fédérale, provinciale, territoriale (FPT) de collaboration accrue dans le secteur du tourisme a été approuvée par le comité des sous-ministres FPT en avril 2016 et doit être recommandée aux ministres du Tourisme lors de la réunion du Conseil canadien des ministres du Tourisme en novembre 2016.</p>		○	○	☑
<p>La nouvelle vision du tourisme du Canada en est à l'étape de l'approbation, et sa mise en œuvre commencera au cours des prochains mois.</p>		○	○	➡
❖ Mieux harmoniser les programmes à l'appui des PME				
<p>Inviter les autres ministères fédéraux et les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux à travailler à l'harmonisation des programmes complémentaires fournis par les autres administrations pour appuyer les PME :</p> <ul style="list-style-type: none"> Par le truchement de son Service de croissance accélérée (SCA), ISDE a mobilisé les principaux acteurs fédéraux de l'écosystème d'expansion des entreprises (Banque de développement du Canada, Exportation et Développement Canada, Conseil national de recherches du Canada- Programme d'aide à la recherche industrielle, Affaires mondiales Canada-Commerce international Canada et les organismes de développement régional), afin d'aider les entreprises ayant un grand potentiel à réaliser 		○	○	○

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<p>leurs ambitions, d'améliorer l'appui programmatique à la croissance en arrimant mieux les programmes et services entre eux, et, à plus long terme, définir des options aptes à rendre le système d'expansion plus efficace.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les partenaires du service PerLE se réunissent en octobre 2016 pour étudier les moyens d'optimiser le modèle opérationnel PerLE et l'infrastructure existante avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux. Cela a pour but d'améliorer ou d'étendre la portée de PerLE et d'y intégrer une information qui ne se limite pas aux permis et licences nécessaires pour exploiter une entreprise, afin de pouvoir appuyer les PME tout au long du cycle commercial. 				
<p>Étudier les possibilités d'améliorer le service PerLE :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'équipe du service PerLE a proposé un atelier de « Design Thinking » (pensée créatrice) avec des PME pour définir des façons d'améliorer le service PerLE. Cet atelier avait pour but d'améliorer l'expérience du client et de faciliter les affaires dans un monde numérique. Le partenaire PerLE manitobain est à la tête du projet Lancement accéléré des entreprises, et il est responsable des livrables prévus pour ce projet. ISDE continuera d'appuyer le travail du Manitoba, le cas échéant. Le projet pilote de regroupement de l'information pour le secteur de la restauration est maintenant terminé, et on peut commencer la mise en œuvre au début novembre 2016. Le cadre de mesure du rendement (CMR) du service PerLE est presque achevé. On a établi les critères de base de rendement et la méthodologie qui servira à calculer les gains en temps et en argent que font les clients et les administrations publiques en utilisant le service PerLE. On a produit un énoncé de travail relativement à la stratégie de marketing et de communications, qui est en attente d'approbation au niveau du partenariat. 		○	○	○
<p>Promouvoir l'information et les services gouvernementaux destinés aux PME, en les rendant plus accessibles et faciles à trouver sur Canada.ca. Le Réseau Entreprises Canada (REC) et PerLE verront à améliorer l'accès à Canada.ca grâce à la syndication du contenu qui permet que l'information et les services gouvernementaux destinés aux PME soient réacheminés au moyen d'une interface de programmation d'application (API).</p>		○	○	○
<p>Harmoniser les services et l'image de marque du REC :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le site Web du REC a été restructuré pour mieux desservir les PME en leur donnant accès aux programmes FPT intégrés, aux licences et permis FPT et municipaux, à l'information et aux données commerciales intégrées (comme les données sur les achats et vente au niveau fédéral, les données clés sur le marché du travail) et à des cas exemplaires. 		○	○	○

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> De plus, incorporer une fonction « Briefcase » à tous les services numériques du REC permettant la collecte, la personnalisation et l'enregistrement anonyme des données sur les clients, en utilisant des descripteurs clés comme la région et le secteur d'activité, sans que les PME aient à ouvrir une session ou à fournir des renseignements personnels. On est en train de mettre en œuvre une stratégie de participation conçue pour mobiliser ou remobiliser les intermédiaires économiques et les partenaires de la communauté. Les Centres de services aux entreprises fourniront à leurs partenaires une boîte à outils électroniques pour mettre l'accent sur les avantages de la collaboration, dans le cadre de la campagne promotionnelle sur le site Web d'Entreprises Canada de prochaine génération. 				
<p>Pour ce qui est de rehausser les conditions de la croissance dans le secteur coopératif, on a publié les rapports Les coopératives au Canada en 2012 et en 2011 ainsi que le Profil des PME : les coopératives au Canada (en se basant sur les résultats de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2014).</p>	Stratégie RH	○	○	○
❖ Élaborer et mettre en œuvre une nouvelle Stratégie des services				
<ul style="list-style-type: none"> Une stratégie de gestion des services a été validée avec les secteurs d'ISDE a été présentée et approuvée par le Comité de gestion du ministère en octobre 2016. Cette stratégie repose sur une approche pluriannuelle d'amélioration des services à l'intention des entreprises, en mettant d'abord l'accent sur la dimension numérique. En collaboration avec le SGI, on a mis au point une méthode uniforme d'évaluation et de compte rendu des coûts de leurs filières de prestation, et cette méthode doit être mise à l'essai dans le cadre d'un projet pilote au cours de l'automne et de l'hiver. 	Investissement; Risque organisationnel	⦿	○	○
<p>Amorcer la transformation numérique d'ISDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le nouveau Carrefour de transformation numérique (CTN) a été créé en janvier 2016. On a établi une feuille de route initiale de la transformation numérique des services d'ISDE. On a lancé et maintenu un groupe sur le gouvernement numérique sur GCconnex et avec une page wiki sur GCpedia. L'équipe du CTN a formé un groupe de travail sur les services pour discuter de la teneur et de la conception des activités axées sur l'amélioration et la transformation des services numériques. Le CTN a engagé le dialogue avec le SCT et les autres ministères, dans le cadre de la stratégie Le client d'abord, afin de recenser les initiatives 	Investissement; Risque organisationnel	○	○	➡

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
d'amélioration des services, dont les projets de transformation numérique. Le CTN mène et prend part à d'autres discussions portant sur la transformation numérique avec les entités fédérales, provinciales, territoriales et municipales en mettant à contribution les réseaux officiels et officieux, afin de récolter des points de vue créatifs sur la transformation numérique (p. ex., le Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP), les partenariats provinciaux du NE, GCpedia, les équipes spéciales, les rencontres au Café Courtyard, etc.).				
En conjonction avec l'Agence du revenu du Canada (ARC), on a comprimé l'échéancier de mise en œuvre de l' initiative du Numéro d'entreprise , qui commencera en mai 2017. Un projet pilote doit démarrer dans quatre ministères d'ici la fin de 2016-2017.	Investissement; Risque organisationnel	○	○	➤
Travailler avec le SCT sur la composante organisationnelle vérifiée du cadre de confiance pancanadien. Le CTN continue de promouvoir l'adoption du numéro d'entreprise comme code d'identification commun des entreprises.	Investissement; Risque organisationnel	○	○	➤
La consultation numérique des entreprises canadiennes sur les comportements en ligne pour en savoir plus sur le comportement de la clientèle en ligne a été reportée à l'exercice 2017-2018, car il est trop tôt pour mener des consultations extérieures instructives étant donné le caractère très préliminaire du processus d'élaboration de programme et le lancement des consultations sur le programme inclusif d'innovation du Canada.	Investissement; Risque organisationnel	○	⊙	⊙
Mettre en branle le processus des validations de principe et des projets pilotes de la transformation numérique et habilitante : <ul style="list-style-type: none"> Le projet pilote de la recherche aux registres des entreprises a été déployée sur Canada.ca au T2, en permettant de faire une recherche dans quatre (4) registres au moyen d'une seule interface utilisateur en ligne. Le CTN, en collaboration avec le SMTPE et des spécialistes de l'industrie des jeux, étudie comment ludification, ou l'attrait des jeux vidéo, pourrait être utilisée pour aider les jeunes entrepreneurs. Le CTN continue de travailler avec Toronto et l'Ontario à définir la portée de la validation de principe qui a pour but de regrouper les services de valeur des divers territoires de compétence pour accélérer le démarrage des entreprises de restauration. L'équipe du Carrefour de transformation numérique (CTN) a formé un groupe de travail sur les services pour discuter de la teneur et de la conception des activités axées sur l'amélioration et la transformation des services numériques. Le CTN a aussi engagé le 	Investissement; Risque organisationnel	○	○	➤

Jalons clés	Liens	État ³⁵		
		Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
dialogue avec le SCT et les autres ministères, dans le cadre de la stratégie Le client d'abord, afin de recenser les initiatives d'amélioration des services, dont les projets de transformation numérique.				
<p>Continuer le travail au niveau du Laboratoire de services pour créer un environnement propice à l'innovation, à la pensée créatrice et à des services axés les clients :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les activités du laboratoire d'ISDE suivent trois axes : projets de pensée créatrice et cocréation, renforcement des capacités et soutien de l'innovation dans la fonction publique (FP). • Gestion de 18 projets - huit au sein d'ISDE et dix avec six autres ministères – recours aux approches de pensée créatrice et cocréation pour s'attaquer aux problèmes en matière de politiques, de programmes et de prestation des services prévus par la réglementation. • Cinq projets ont été menés à bien dans l'axe du renforcement des capacités, dont des séances de formation sur l'utilisation des outils de pensée créatrice et de cocréation, la tenue de 12 activités Eventbrite et l'organisation des vendredis après-midi Labo ouvert qui donnent l'occasion pour le personnel du laboratoire de montrer aux employés et aux visiteurs les outils et les équipements du labo. • On a terminé trois projets pour stimuler l'innovation dans la FP, lors desquels on a réalisé quatre hackathons avec plus de 120 entrepreneurs, universitaires et fonctionnaires. • Selon les évaluations des projets et activités du laboratoire, les réactions sont dans l'ensemble enthousiastes, et on recommandait de continuer à produire des outils, des techniques et des talents en pensée créatrice au sein comme à l'extérieur d'ISDE. 		○	○	○

APERÇU FINANCIER

Ressources financières et tendances en matière de dépenses

Les entreprises canadiennes sont les principales sources de compétitivité mondiale du Canada puisqu'elles créent de la richesse et favorisent l'innovation, l'investissement et les emplois. ISDE maximisera les avantages économiques provenant des entreprises canadiennes par la création et le renforcement de partenariats à l'échelle nationale et mondiale, ainsi que par le soutien des entreprises qui adoptent de nouvelles technologies pour prospérer.

Étant donné que les incertitudes de la conjoncture économique subsistent, la capacité du Canada d'attirer des investissements étrangers directs dépendra de ses partenariats robustes au pays et à l'étranger. ISDE continuera de collaborer avec les entreprises, les gouvernements et l'industrie pour accroître la reconnaissance des capacités industrielles du Canada et pour cerner les possibilités et les risques touchant la compétitivité de l'industrie au sein du marché mondialisé.

Le tableau ci-dessous indique les niveaux de référence approuvés du Ministère présentés dans le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) de 2016-2017 ainsi que les autorisations actuelles du Ministère en fin d'exercice à l'appui du résultat stratégique « Les entreprises et les collectivités canadiennes sont compétitives ».

Poste	Dépenses prévues ³⁶	Autorisations de 2016-2017 disponibles à la période 5		Ressources humaines (ETP)
	2016-2017 (en milliers)	2016-2017 (en milliers)	% dépensé	2016-2017 Réel
Fonctionnement	61 214	63 714	33	428
Immobilisations	53	53	-	
Subventions et contributions	213 083	216 683	17	
TOTAL	274 350	280 450	21	428

Les autorisations en vigueur sont plus élevées que les dépenses prévues en raison des fonds supplémentaires reçus dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses A pour les éléments suivants :

- Stratégie d'approvisionnement en matière de défense destinée à améliorer la base analytique de la prise de décisions reposant sur des données probantes—annoncée dans le Budget 2015 (exploitation : 2,5 M \$).
- Programme des ordinateurs pour les écoles visant à améliorer l'accès à des équipements informatiques remis à neuf—annoncé dans le Budget 2015 (subventions et contributions : 1 M \$).
- Contributions aux termes du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150 pour les projets de logement abordable et d'infrastructure sociale—annoncées dans le Budget 2016 (subventions et contributions : 2,6 M \$).

³⁶ Comme l'indique le Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017 (RPP), les dépenses prévues reflètent les fonds ayant déjà atteint les niveaux de référence du Ministère, ainsi que les fonds autorisés. Les dépenses prévues n'ont pas été rajustées pour inclure les renseignements contenus dans le budget de 2016, car ces dépenses étaient inconnues au moment de la préparation du RPP de 2016-2017.

Investissements prévus dans les projets et les acquisitions importantes d'immobilisations et de services

Investissements prévus: 2016-2017 à 2020-2021

Poste	2016-2017 (en milliers de dollars)	2017-2018 (en milliers de dollars)	2018-2019 (en milliers de dollars)	2019-2020 (en milliers de dollars)	2020-2021 (en milliers de dollars)	TOTAL
Immobilisations	0	0	0	0	0	0
Services ³⁷	3 889	3 801	1 301	1 188	1 075	11 254
Projets ³⁸	1 558	700	49	49	49	2 405
TOTAL³⁹	5 447	4 501	1 350	1 237	1 124	13 659

Le tableau suivant présente un aperçu des principaux investissements ⁴⁰ prévus dans les services et les projets. La description détaillée des divers éléments se trouve à l'Annexe 2.

Services > 500 000\$

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) ⁴¹	Durée (d'un exercice à un autre)
Services de poursuites pénales – Programme de financement des petites entreprises du Canada	SMTPE	50 000 \$	350 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Services professionnels pour le Carrefour de transformation numérique	STIT	1 000 000 \$	5 000 000 \$	2016-2017 à 2020-2021

³⁷ À compter du Plan ministériel 2016-2017, les postes de recouvrement des coûts ne sont pas comptabilisés au moment de calculer les coûts généraux des investissements prévus d'ISDE.

³⁸ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total de projet prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

³⁹ Comme il s'agit de nombres arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

⁴⁰ La Politique de planification des investissements – Actifs et services acquis du SCT définit un investissement comme étant l'utilisation de ressources dans l'attente de recevoir des bénéfices dans l'avenir, comme une augmentation de rendement, de revenus ou d'actifs ou l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes.

⁴¹ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Description	Secteur	Coût prévu de 2016-17	Coût total prévu (5 ans) ⁴¹	Durée (d'un exercice à un autre)
Amélioration des fondements analytiques qui sous-tendent la prise de décisions fondée sur des données probantes dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense	SI	2 500 000 \$	5 000 000 \$	2015-2016 à 2017-2018
Analyse ciblée / diligence appropriée au sujet des propositions de projet pour le Programme d'innovation pour les fournisseurs du secteur de l'automobile (PIFSA)	SI	339 000 \$	904 000 \$	2016-2017 à 2019-2020

Éléments de recouvrement des coûts internes > 500 000 \$⁴²

Description	Secteur responsable	Coût prévu de 2016-2017	Coût total prévu (5 ans) ⁴³	Durée (d'un exercice à un autre)
Travaux de maintenance TI - Programme de financement des petites entreprises du Canada	SMTPE	240 000 \$	1 200 000 \$	2016-2017 à 2020-2021

Projets⁴⁴

Les tableaux suivants comprennent deux projets de plus de 500 000 \$. Il y a aussi deux projets de moins de 500 000 \$. Les projets de moindre envergure comportent des travaux associés à la nouvelle initiative sur les services à large bande annoncée dans le Budget 2016, qui exigera des modifications importantes au matériel existant d'Un Canada branché et que l'on donne accès à des applications spécialisées de TI dans un nouveau site Web, et que l'on développe un outil de sondages en ligne moderne pour remplacer la base de données existante sur les coopératives qui est utilisée par SPS.

⁴² À compter du Plan ministériel 2016-2017, les postes de recouvrement des coûts ne sont pas comptabilisés au moment de calculer les coûts généraux des investissements prévus d'ISDE.

⁴³ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

⁴⁴ L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

Projets > 500 000 \$ – Proposés

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total des investissements prévus ⁴⁵	Durée (d'un exercice à un autre)	Étape en milieu d'exercice ⁴⁶	Santé du projet	
						Coût	Calendrier
Représentation graphique des grappes au Canada	SI	700 482 \$	547 938\$ ⁴⁷	Avril 2016 à juin 2018	2	○	○

Projets > 500 000 \$ – Actifs

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total prévu du projet ⁴⁸	Durée (d'un exercice à un autre)	Étape en milieu d'exercice ⁴⁹	Santé du projet	
						Coût	Calendrier
Solution de gestion client et bureau de FedNor (COMS)	SPS	148 500\$	960 537\$	Juin 2010 à decembre 2016	5	○	○

RISQUES ORGANISATIONNELS

En plus des priorités ministérielles décrites ci-dessus, le Ministère a adopté une approche proactive afin de limiter les risques potentiels associés au résultat stratégique "Les entreprises et les collectivités canadiennes sont compétitives". Le Secteur de l'industrie (SI) mettra en œuvre des stratégies aptes à aider le Ministère à influencer le rendement de secteurs économiques clés du Canada au moyen des leviers des programmes et politiques. De plus, le chef du numérique dans le Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications (STIT) consultera les entreprises canadiennes, les intervenants et les partenaires pour assurer la disponibilité et la qualité des services électroniques et des services offerts par voie électronique et qu'ils offrent les résultats attendus.

⁴⁵ Le coût total des investissements prévus est souvent déclaré pour les projets proposés (étape s1 et 2) au lieu du coût prévu du projet. Le coût total des investissements prévus peut inclure des coûts hors projets, notamment les coûts récurrents et les coûts de l'étape 2. Cela diffère du coût total des investissements prévus.

⁴⁶ Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/tra/h_00004.html.

⁴⁷ Dans ce cas, correspond aux phases 3-5 du coût prévu du projet.

⁴⁸ Coût prévu du projet (phases 3-5).

⁴⁹ Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/tra/h_00004.html.

Les jalons clés de milieu d'exercice du SI comprennent l'approfondissement de l'expertise en offrant des possibilités de formation qui feront l'objet d'un suivi, ainsi que le recours à des microaffectations et des affectations officieuses et la mise en place de diverses structures d'équipe (comme les équipes spéciales et interministérielles). Le STIT a finalisé la nouvelle stratégie de gestion des services du Ministère, qui intègre la feuille de route de la transformation numérique. L'annexe 3 contient plus d'information sur les plans d'action connexes.

STRATÉGIES EN RESSOURCES HUMAINES

Le tableau suivant présente les stratégies ciblées des ressources humaines développées par les secteurs et les programmes afin de relever les défis clés et appuyer la prestation des priorités ministérielles en 2016-2017.

Sous-programme	Secteur	Principaux enjeux en matière de RH	Mesures pour combler la lacune ou le besoin (Rapport de fin d'exercice)	État		
				Début d'exercice	Mi-exercice	Fin exercice
Services pour les entreprises	SPS	La mise en œuvre du cycle annuel de l'enquête sur les coopératives canadiennes et les rapports qui en découlent repose sur l'utilisation d'un personnel temporaire, ce qui a une incidence sur l'uniformité et la relation avec les répondants annuels, ainsi que sur la diffusion en temps opportun des données au niveau des entreprises.	Grâce au travail d'un personnel temporaire, la saisie des données et la production des rapports annuels sur le secteur coopératif va bon train.	○	○	○
Politiques et analyses propres aux industries; Retombées économiques des approvisionnements	SI	On manque d'analystes qui connaissent le secteur maritime canadien. C'est un risque qui est géré au moyen de politiques de recrutement et de maintien en poste efficaces, ainsi qu'en recourant à des ressources tierces, suivant les besoins. La mise en œuvre et la surveillance des politiques des RIR/RIT amplifieront la portée du travail. On évaluera d'autres approvisionnements sous l'angle de leur admissibilité aux termes	La Direction générale des retombées industrielles et technologiques (DGRIT) a engagé des employés dans le cadre du programme de recrutement EC-02 dans le but d'améliorer sa capacité analytique. La DGRIT est en train d'embaucher d'autres candidats en utilisant les programmes d'avancement et les mécanismes de transition et en collaborant avec d'autres DG pour pourvoir des postes.	○	○	○

		<p>de la politique des RIT et de la proposition de valeur, et il y aura plus de marchés d'approvisionnement à surveiller. Il faut doter de nouveaux postes en les confiant à des fonctionnaires qui connaissent les secteurs canadiens de l'aérospatiale et de la défense. Une capacité analytique accrue est nécessaire pour faciliter la prise de décisions reposant sur des données probantes. On lancera les processus de dotation pour répondre à ce besoin de capacité.</p>				
Accès aux ordinateurs et à Internet	STIT	<p>À la lumière de la nouvelle programmation liée aux services à large bande annoncée dans le Budget 2016, on devra augmenter les niveaux de ressources d'Un Canada branché pour mettre correctement en œuvre le plan.</p>	<p>Le recrutement a commencé pour les diverses catégories. On fera d'autres embauches à mesure que le nouveau programme prendra de l'ampleur.</p>	○	○	○

SERVICES INTERNES

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble de l'organisation et non celles fournies à un programme particulier.

OBJECTIFS

ISDE réalise diverses fonctions de gestion connexes à l'appui des besoins des programmes et d'autres obligations générales du Ministère. Il s'agit d'assurer la gestion opérationnelle et la surveillance des ressources humaines, financières, technologiques et matérielles dans les bureaux partout au Canada ainsi que de fournir des renseignements régionaux, des recherches et des analyses économiques. Les objectifs courants du Ministère pour appuyer ces services internes incluent :

- Améliorer les pratiques d'intendance et de gestion afin d'améliorer la prestation efficace et efficiente des programmes et des exigences opérationnelles au siège social d'ISDE et dans les régions.
- Encourager l'épanouissement et le perfectionnement professionnels des employés d'ISDE grâce à une saine gestion des ressources humaines.
- Diriger les investissements et les activités du Ministère vers les domaines qui correspondent le mieux aux priorités opérationnelles du Ministère et du Gouvernement du Canada.

INNOVATION 2020

Dans le contexte de la modernisation de la fonction publique, un grand nombre d'initiatives ont été entreprises d'un bout à l'autre d'ISDE afin de transformer la façon dont le Ministère offre des services à la clientèle en avant-scène de même que des initiatives visant à transformer la prestation de services internes en arrière-scène. Récemment, l'initiative Objectif 2020 a permis d'accroître l'intérêt et l'attention portée à la mise en œuvre de pratiques, de processus et de technologies novatrices. Inspirés par la vision d'Objectif 2020, le Comité de gestion du ministère a appuyé et approuvé le programme de gestion d'ISDE au mois de juin 2015 qui sert dorénavant de cadre pour organiser les activités de transformation du Ministère. Reconnaissant que le programme de gestion va au-delà d'Objectif 2020, les efforts collectifs visant à transformer l'organisation ont également été renommés « Innovation 2020 » afin de refléter que le Ministère aborde également des défis de gestion qui sont spécifiques et uniques à ISDE.

Plus spécifiquement, Innovation 2020 regroupe sous une même perspective la vaste gamme d'activités en cours à l'échelle du Gouvernement du Canada (GC) et du Ministère pour :

- Identifier les objectifs collectifs et établir les priorités organisationnelles;
- Évaluer des décisions isolées en tenant compte du contexte de gestion;
- Présenter des solutions de gestion collaboratives et complètes;
- Augmenter les communications internes et améliorer le partage d'informations; et
- Renforcer la confiance dans les processus et pratiques de gestion.

À l'intérieur de ce cadre, les initiatives de gestion qui visent à transformer et moderniser le lieu de travail sont organisées en trois domaines d'activités qui reflètent les objectifs du GC: une main d'œuvre agile, une saine gestion et fonctionner de façon unifiée. De plus, afin d'adopter une approche intégrée et ciblée qui appuiera la réalisation des objectifs, des domaines d'intérêt sous chaque domaine d'activités seront établis annuellement afin de souligner à quels endroits le ministère mettra ses efforts. Les domaines d'activités et les domaines d'intérêts sont identifiés ci-dessous et reflètent les priorités annoncées par la greffière du Conseil privé dans le Vingt-deuxième rapport annuel au Premier ministre sur la fonction publique du Canada.

Main-d'œuvre agile

- Un système qui réagit plus rapidement aux exigences du milieu de travail et qui habilite une main-d'œuvre agile
- Sommes-nous souples et prêts à réagir?

Domaines d'intérêt 2016-2017

- ➔ Favoriser une culture qui embrasse le mouvement et la croissance
- ➔ Développer la collectivité des politiques

Saine gestion

- Un système qui garantit la valeur pour l'argent des contribuables qui se traduit par une efficacité organisationnelle optimale et une main-d'œuvre productive.
- Sommes-nous efficaces et efficaces?

Domaines d'intérêt 2016-2017

- ➔ Créer un environnement de travail sain, respectueux et solidaire
- ➔ Accroître l'utilisation des mesures du rendement

Fonctionner de façon unifiée

- Une approche horizontale renforcée pour gérer le ministère qui se traduit par une plus grande collaboration et une plus grande cohésion à travers l'organisation.
- Sommes-nous cloisonnés?

Domaine d'intérêt 2016-2017

- ➔ Communiquer et promouvoir activement le partage de l'information

Pour chaque domaine d'activités, le Plan ministériel d'ISDE est utilisé afin de communiquer à la haute gestion et aux employés du ministère comment les initiatives seront mises en œuvre et faire état du progrès réalisé. L'objectif est de fournir un cadre global et significatif pour analyser, prioriser et faire rapport sur l'éventail complet des activités de gestion dans lesquelles le département est impliqué. Pour cela, Innovation 2020 incorpore les initiatives décrites dans l'ancienne section dédiée aux Services internes dans le Plan ministériel ainsi que divers plans d'action ministériels, tels que ceux sur Objectif 2020 et Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux 2014.

Pour chaque activité du programme de gestion d'ISDE, le Ministère a identifié le type de flexibilité qu'il détient pour la mise en œuvre de l'activité ainsi que le type de changement qui sera requis pour une mise en œuvre fructueuse. De plus, les liens entre les activités et les anciens plans d'action persistent et continueront à être soulignés. Les icônes suivants sont utilisés à cet effet dans le document :

Liens	 Objectif 2020	Objectif 2020	 SAFF	Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux	 #Greffier	Greffier du Conseil privé	
Latitude pour la mise en œuvre		Décision		Méthode		Échéancier	
Type de changement		Technologie et matériaux		Processus		Comportement	 Culture
Impact		Certains secteurs		Tous les secteurs		Régions	 Tous les employés

Main-d'œuvre agile

Une main-d'œuvre agile permet à une organisation de déplacer ses ressources pour répondre rapidement aux défis qui émergent. Certains des éléments qui sont essentiels pour améliorer l'agilité de l'organisation sont liés au capital humain et aux investissements en technologie. Par exemple, les activités qui se déroulent actuellement au sein du gouvernement du Canada et à ISDE pour améliorer l'agilité de la main-d'œuvre comprennent ceux qui visent à maximiser de la productivité des employés grâce à des possibilités d'apprentissage et de développement et des évaluations de performance. Ils comprennent aussi les activités destinées à améliorer les modèles d'emploi, de rémunération et de dotation. Un aperçu des jalons clés prévus pour les domaines d'intérêts de 2016-2017 est présenté dans le tableau ci-dessous. Des détails sur d'autres activités, qui font partie intégrante des efforts d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada de se doter d'un effectif agile et adaptable (comme la mise en œuvre de la transformation de l'École de la fonction publique du Canada), sont décrits dans l'annexe 1.

Domaine d'intérêt 2016-2017

Favoriser une culture qui embrasse le mouvement et la croissance

Le ministère s'est engagé à augmenter la visibilité des opportunités de travail et des affectations dans d'autres parties du ministère auprès des employés. L'augmentation de la mobilité appuiera la réalisation des résultats opérationnels tout en permettant également le développement de nouvelles compétences et connaissances.

Liens	Latitude pour la mise en œuvre	Type de changement	Impact
Objectif2020 SAFF #Greffier	<ul style="list-style-type: none"> ☒ Décision ☒ Méthode ☒ Échéancier 	<ul style="list-style-type: none"> ☒ Processus ☒ Comportement ☒ Culture 	<ul style="list-style-type: none"> ☒ Tous les secteurs ☒ Régions

Indicateur de performance

- Nombre de microaffectations facilitées dans la et par la haute direction, comme mesuré au moyen des engagements EGR des cadres.

Plan d'action 2016-2017	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Favoriser le perfectionnement des employés à l'aide du Programme d'affectations temporaires, d'Échanges Canada et des programmes d'accompagnement	<p>Collaborer avec la collectivité des gestionnaires d'ISDE (CG ISDE) pour mettre en œuvre le Programme d'affectations temporaires (PAT) et faciliter le projet pilote de microaffectations de STC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au cours des 12 mois du projet pilote, douze articles et courriels ont été envoyés pour inciter les gens à utiliser le programme, et on a donné cinq séances d'information dans les secteurs et la communauté InterConnex. • Les employés d'ISDE se sont vus offrir 27 ouvertures dans le cadre du PAT depuis le début du projet pilote, dont 10 		○	○	○

	<p>affectations virtuelles pour assurer la participation régionale.</p> <ul style="list-style-type: none"> On a affiché six (6) microaffectations depuis le début du projet pilote (dont 3 affectations virtuelles). Le 26 septembre 2016, le PAT a assuré la migration de sa plateforme intranet vers celle de GCconnex, dont on se sert pour réaliser le programme de microaffectations du SCT. La plateforme offre des fonctions qui facilitent le processus de jumelage (comme la possibilité de proposer les affectations à tous les membres de la fonction publique ou de les restreindre au personnel d'ISDE). On a conclu 19 ententes de permutation de poste jusqu'ici en 2016-2017. Dix affectations étaient de l'extérieur vers l'intérieur (personnes venant travailler à ISDE), et neuf étaient de l'intérieur vers l'extérieur (employés d'ISDE allant travailler ailleurs). Le programme d'accompagnement ministériel doit commencer au T4. Le programme était une initiative InterConnex (voir l'annexe 1 pour les autres activités d'InterConnex en 2016-2017). 				
<p>Poursuivre la mise en œuvre du programme de perfectionnement des EC</p>	<ul style="list-style-type: none"> Depuis le début de l'exercice financier 2016-17, les membres du Comité de gestion des EC se sont réunis à quatre reprises (le 17 mai, le 27 mai, le 21 juin et le 19 octobre). Un exercice d'avancement des EC au moyen du programme de perfectionnement des EC a été réalisé en mai 2016; dix candidats sont passé de EC-02 à EC-04 et dix autres de EC-04 à EC-05. Le prochain exercice d'avancement est prévu au T3. On est en train de préparer les profils de compétences d'emploi uniformisés, les énoncés de critères de mérite et les descriptions de travail génériques connexes pour les postes de EC-06 à EC-08 pour approbation par le Comité de gestion des EC d'ici la fin de l'exercice 2016-2017. 		○	○	○

Domaine d'intérêt 2016-2017

Développer les employées d'ISDE

Les efforts pour 2016-2017 chercheront à favoriser le perfectionnement des employés du ministère et optimiser leurs talents, et fera appel à des activités comme la planification de la main-d'œuvre, le recrutement, la dotation, l'apprentissage et le perfectionnement.

Liens	Latitude pour la mise en œuvre	Type de changement	Impact
Objectif2020 #SAFF #Greffier	<ul style="list-style-type: none"> ☒ Décision ☒ Méthode ☉ Échéancier 	<ul style="list-style-type: none"> ☁ Processus ☺ Comportement ☷ Culture 	<ul style="list-style-type: none"> ☷ Tous les secteurs ☉ Régions

Indicateur de performance

- Nombre d'embauches réalisées à partir de répertoires de candidats préqualifiés et existants, de répertoires de candidats pour le recrutement postsecondaire de la CFP, et d'étudiants.

Plan d'action 2016-2017	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Favoriser des approches du recrutement et du perfectionnement des employés s'étendant à l'ensemble de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> • On a envoyé un message à tous les gestionnaires d'employés EC le 18 juillet 2016 pour leur signaler ou leur rappeler l'existence du bassin de candidats pour le recrutement dans la fonction publique (RFP) et les inviter à l'utiliser dans le cadre des efforts ministériels de renouvellement du personnel et de rationalisation de la dotation. • En mai 2016, on a publié des articles sur Nouvelles d'ISDE pour informer les gestionnaires au sujet des répertoires et bassins de candidats accessibles (bassins de la fonction publique et d'ISDE, répertoires du recrutement postsecondaire de la Commission de la fonction publique et bassins du Programme de recrutement de leaders en politiques). 		○	○	○
	L'exercice de recrutement 2015-2016 de candidats du niveau postsecondaire dans le cadre du programme de perfectionnement des EC s'est terminé en juin 2016 et a permis d'inscrire 36 candidats au répertoire de préqualification, et six (6) d'entre eux ont été nommés à un poste. ISDE utilise l'approche <i>Choix de carrière</i> pour faire connaître le Ministère et décrire en quoi consiste le travail d'un EC au sein d'ISDE. ISDE adoptera une approche <i>Choix de carrière</i> avec la CFP au niveau des EC-02 dans le cadre de l'exercice RFP 2016-2017.		○	☑	

	<p>On a appuyé l'embauche étudiante continue et un projet pilote de recours ciblé à l'embauche et à l'intégration d'étudiants partout au Canada :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ISDE continue de participer en tant qu'« adepte précoce » des initiatives de la Commission de la fonction publique. La deuxième phase est axée sur les bassins de candidats, les annonces, l'administration prioritaire et le recrutement simplifié et novateur, y compris la prise en compte de stratégies plus ciblées d'attraction de candidats, notamment les étudiants. • En juin 2016, le Comité de gestion des cadres d'ISDE a approuvé l'approche de recrutement étudiant pour les EC. Elle a consisté notamment à profiter d'une campagne ciblée en 2016 dans le cadre du Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETÉ), à explorer une approche d'embauche étudiante COOP au niveau des EC et à définir un profil de compétences d'emploi étudiant EC uniformisé. • Le travail est en cours avec le Bureau de la concurrence pour élaborer un programme de perfectionnement des techniciens juridiques. • On a commencé à discuter avec le CFP en vue de l'instauration du PFETÉ d'ISDE d'ici le mois de janvier 2017. • On a publié plusieurs articles sur Nouvelles d'ISDE pour informer les gestionnaires à propos de l'embauche étudiante, dont un article sur les diverses options possibles pour engager des étudiants, ainsi que leur rappeler de commencer à penser à embaucher des étudiants en mode COOP pour l'hiver. • ISDE a lancé un projet pilote de recrutement ciblé des étudiants auprès des groupes suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ COOP automne 2016 – STIT (ENG), DGRH (PE). ○ COOP hiver 2017 – SMTPE (TI). ○ PFETÉ hiver 2017 – STIT (ENG), tout ISDE (EC). 				
--	--	--	--	--	--

<p>Harmoniser le régime de dotation aux modifications apportées à la politique, à la délégation et au cadre de surveillance de la Commission de la fonction publique afin de satisfaire aux exigences qui en découlent (entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016)</p>	<p>Adopter les révisions aux directives ministérielles résultant de la nouvelle politique de dotation ministérielle, du nouveau cadre de responsabilisation en dotation fondé sur les résultats et de l'instrument modifié de sous-délégation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • On a organisé 23 séances de formation pour les gestionnaires au printemps 2016, afin de les aider à mieux comprendre les nouveaux éléments, y compris des séances en personne à l'intention des gestionnaires régionaux (à Halifax, Montréal, Toronto et Vancouver). • On a révisé la séance de formation obligatoire sur la sous-délégation des pouvoirs de dotation pour les nouveaux gestionnaires sous-délegués en avril 2016 en tenant compte de la nouvelle orientation en matière de dotation. • Les examens fondés sur les principes Lean ont commencé pour neuf processus de dotation, dont quatre ont atteint la phase du projet pilote. Une fois ce travail terminé, les nouveaux processus seront entièrement mis en œuvre et largement propagés, y compris au sein du portefeuille d'ISDE. 		○	☑	
	<ul style="list-style-type: none"> • Un cadre de surveillance de la dotation du Ministère a été présenté au Comité consultatif de gestion des directeurs généraux (CCGDG) le 20 septembre 2016 et sera acheminé pour approbation par le Comité de gestion du ministère (CGM). • On est en train d'élaborer un nouveau cadre de responsabilisation en matière de classification fondé sur les résultats, en collaboration avec la direction. Ce cadre doit assurer la sous-délégation des pouvoirs de gestion pour certains aspects de la classification associés à un faible risque, et il sera assorti d'un cadre de surveillance pour voir au maintien d'un système de classification robuste à ISDE. 		○	○	☑

Saine gérance

Une saine gérance permet de produire les meilleurs résultats pour les Canadiens. Cela commence en ayant la bonne information afin que nous puissions mesurer le succès de la performance. Les employés d'ISDE ont besoin de comprendre ce que l'on attend des programmes et services qu'ils offrent ainsi que leur rôle dans la réalisation de ces résultats. Un milieu de travail respectueux, sain et inclusif est fondamental pour parvenir à ce succès et assure également que les deniers publics sont pleinement optimisés. Un aperçu des jalons clés prévus pour les domaines d'intérêts de 2016-2017 est présenté dans le tableau ci-dessous. Des détails sur d'autres activités, qui font partie intégrante des efforts d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada d'améliorer l'efficacité et l'efficacités (comme la mise en œuvre de solutions dans l'ensemble de l'organisation pour faciliter et améliorer la prestation de programmes), sont décrits dans l'annexe 1.

Domaine d'intérêt 2016-2017

Créer un environnement de travail sain, respectueux et solidaire

Le ministère cherche à assurer une approche positive, proactive, exhaustive et intégrée au maintien d'un milieu de travail respectueux, sain et inclusif; fournir aux employés un accès facile à l'information et des outils faciles à utiliser; communiquer des messages clairs et cohérents; mettre l'accent sur la responsabilité partagée; tirer parti des pratiques en vigueur; et assurer une participation des gestionnaires à tous les échelons.

Liens	Latitude pour la mise en œuvre	Type de changement	Impact
Objectif2020 #SAFF #Greffier	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Décision ☞ Méthode ☞ Échéancier 	☞ Processus	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Tous les employés ☞ Régions

Indicateurs de performance

- Nombre de séances et conversations d'équipe sur un milieu de travail respectueux, sain et inclusif (RSI)
- Acceptation de l'initiative pour un milieu de travail RSI par les gestionnaires, tel que démontré via le questionnaire CG ISDE.

Plan d'action 2016-2017	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Continuer la mise en œuvre de l'approche et de la boîte à outils d'un milieu de travail respectueux, sain et inclusif (RSI)	<p>L'équipe de prévention et de règlement rapide des conflits (PRRC) a continué de soutenir les employés et les gestionnaires dans le cadre de l'initiative d'un milieu de travail respectueux, sain et inclusif (RSI) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En se fondant sur le lancement initial d'outils et d'exposés sur le RSI, l'équipe PRRC a présenté deux ateliers destinés à favoriser l'acquisition de meilleures aptitudes à communiquer au sein d'ISDE. • Pour donner suite à des demandes précises de la direction, en mai 2016, l'équipe PRRC offrait de plus trois ateliers visant à améliorer la résilience à un groupe cible exposé à un niveau de stress élevé. • L'équipe PRRC a intégré des aspects de la campagne « Je ne me reconnais pas » aux activités de 		○	○	○

	<p>consolidation de l'esprit d'équipe, afin d'engager la conversation, de sensibiliser aux questions de santé mentale dans une ambiance positive et d'épouser des approches intégrées pour aborder la dimension des émotions et du bien-être au travail. Les approches novatrices de promotion de milieux de travail respectueux, qui mettent un accent particulier sur la santé mentale, font appel à des techniques comme diviser les participants en groupes arborant des macarons associés à une humeur (p. ex., « inquiet », « dépassé », etc.).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les témoignages reçus des gestionnaires permettent de supposer que les conversations RSI ont été très profitables pour leurs équipes, et que bon nombre des équipes ont adopté des plans d'action pour orienter leurs progrès vers un milieu de travail plus favorable. • L'équipe PRRC a aussi publié toute sa boîte à outils RSI dans GCpedia pour en faire une ressource commune à laquelle ont accès non seulement les gens d'ISDE mais ceux des autres ministères désireux de reprendre l'initiative à leur compte. 				
Promouvoir une culture d'inclusivité	<p>Utiliser le Comité sur l'inclusivité d'ISDE (CI ISDE) comme lieu principal de promotion d'une culture d'inclusivité au sein du Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Discussion ouverte avec la championne de la santé mentale à ISDE et ses filles le 3 mai 2016. • Tenue d'un salon de la santé mentale le 15 juin 2016. • Lancement de l'initiative de l'espace positif d'ISDE pour s'assurer que le Ministère est un endroit rassurant pour les personnes qui veulent parler d'enjeux liés à la communauté LGBTQ+. • Le 20 avril 2016, au Salon interministériel de l'innovation pour Objectif 2020, la promotion des programmes et services d'ISDE en matière d'inclusivité et de diversité a été fructueuse auprès de 60 employés d'ISDE. • Le 2 septembre 2016 se tenait une activité pour célébrer et souhaiter bonne chance à Jason Dunkerley, un analyste au sein du Secteur de la gestion intégrée et un coureur d'Équipe Canada aux Jeux paralympiques de 2016. 		○	○	○

	Le contenu du programme d'équité en matière d'emploi d'ISDE pour la période 2016 à 2019 a été distribué à tous les secteurs.		○	<input checked="" type="checkbox"/>	
Développer une stratégie ministérielle pour la santé mentale	<p>Élaborer et mettre en œuvre une stratégie en santé mentale pour le Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> • On est train de procéder à une évaluation des besoins en se basant sur l'information obtenue en prenant connaissance des résultats du SAFF, des interventions de l'équipe PRRC et du recours au PAE. Une analyse de l'écart est en cours pour évaluer les besoins ministériels, en utilisant les résultats du SAFF et un document d'étude ciblant les intervenants appropriés doit être produit. • En étroite collaboration avec la championne du Ministère en santé mentale, une équipe HST (hygiène et sécurité du travail) désignée a commencé à élaborer une stratégie ministérielle en matière de santé, en se fondant sur l'orientation tracée par le groupe de travail mixte et dans la stratégie de la fonction publique en matière de santé mentale en milieu de travail. • Le Ministère joue un rôle de premier plan dans diverses initiatives de santé mentale en milieu de travail, dont : <ul style="list-style-type: none"> ○ Rencontre interministérielle du Réseau fédéral du mieux-être en milieu de travail le 20 septembre 2016, lors de laquelle la championne de la santé mentale a parlé de son expérience de soignante. La mission du Réseau est de sensibiliser au mieux-être en milieu de travail et aux avantages d'intégrer cet aspect au processus décisionnel, tout en faisant la promotion d'une approche à plusieurs niveaux et dimensions du bien-être en milieu de travail à l'échelle de la fonction publique. ○ Le laboratoire de services axés sur l'innovation du Ministère crée un jeu sur la santé mentale pour réduire la stigmatisation et favoriser un milieu de travail positif (26 octobre 2016). • Les communications sur la santé mentale sont transmises aux employés via @ISDE et Nouvelles d'ISDE. On invite également des conférenciers à l'occasion de journées spéciales de sensibilisation à la santé mentale pour informer les employés et leur offrir des ressources (p. ex., 		○	○	○

	<p>pour la Journée de la prévention du suicide, un ancien combattant des Forces canadiennes a raconté son histoire sous le titre « Récits du front — SSPT et suicide »). Des conférenciers seront invités en vue des prochaines journées spéciales de sensibilisation à la santé mentale : Mois de la santé en milieu de travail, Semaine de la sensibilisation aux maladies mentales, Journée de sensibilisation à la prévention de la violence.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'initiative « Je ne me reconnais pas » (Partenaires pour la santé mentale) a été lancée lors de la Semaine nationale de la sécurité et de la santé au travail (mai 2016). • Diverses activités avaient été organisées pour la Semaine de la santé mentale (2 au 6 mai 2016 : une discussion informelle de l'École de la fonction publique du Canada, un kiosque sur la santé et sécurité et la vidéo « Je ne me reconnais pas » sur la façon de diminuer le stress à laquelle tous les employés ont accès en ligne. 				
<p>Recourir à la dotation pour pallier les lacunes de la représentativité sur le plan de l'équité en matière d'emploi</p>	<p>On a participé à l'initiative pour le développement du leadership autochtone d'Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En raison de l'incertitude et des délais qui entourent la prochaine édition du Programme de développement du leadership autochtone d'AANC, ISDE étudie actuellement la faisabilité de se doter de son propre programme de développement du leadership autochtone et examine ce qui se fait déjà en ce sens dans les autres ministères. • La campagne de recrutement postsecondaire 2016-2017 liée au programme de perfectionnement des EC doit grandement faciliter le recrutement des Autochtones, des personnes handicapées et des membres des minorités visibles. • ISDE a été l'un des participants au projet pilote du programme d'emploi d'été pour les jeunes Autochtones à l'été 2016. 		○	○	○

Accroître l'utilisation des mesures du rendement

L'information sur les mesures du rendement appuie la prise de décisions par les gestionnaires et assure une gestion de ressources efficace. Une bonne utilisation de l'information sur le rendement aidera le ministère à rencontrer la demande croissante pour que les politiques publiques, la prestation de services, les décisions et les résultats pour les Canadiens soient bien informés.

Liens	Latitude pour la mise en œuvre	Type de changement	Impact
Objectif2020 SAFF #Greffier	<ul style="list-style-type: none"> ☒ Décision ☒ Méthode ☒ Échéancier 	☒ Processus	<ul style="list-style-type: none"> ☒ Tous les employés ☒ Régions

Indicateurs de performance

- Tous les programmes d'ISDE ont une stratégie de mesure du rendement (SMR)

Plan d'action 2016-2017	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Concrétiser l'engagement du gouvernement de créer une culture axée sur le rendement et les résultats en établissant une Unité de livraison des résultats (ULR) à ISDE	<p>Stimuler et surveiller les progrès du processus d'élaboration du Programme inclusif d'innovation, ainsi que les principales mesures provisoires servant à appuyer les entreprises novatrices et en croissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nomination en mars 2016 du directrice de la livraison des résultats. • Dotation de l'Unité de livraison des résultats - 7 des 11 postes sont présentement comblés, et des fournisseurs permettent de répondre aux besoins à court terme. • On est en train de finaliser la charte de livraison pour l'innovation, en collaboration avec les organismes centraux et les autres ministères. • Collaboration avec l'APECA sur la charte de la stratégie pour l'Atlantique - qui doit être déposée au début de 2017. 		○	○	○
Mettre en œuvre la prochaine Politique sur les résultats (Date d'entrée en vigueur : 1 ^{er} juillet 2016)	<p>En misant sur la consultation et la collaboration, concevoir et utiliser les instruments requis pour améliorer l'atteinte de résultats dans toutes les activités et responsabilités ministérielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • On a participé à l'échelon de la gouvernance interministérielle à la Politique sur les résultats. • Créer, adopter et maintenir le cadre de résultats ministériel qui établit les responsabilités de base, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériels pour la totalité des ressources. 		○	○	○

	<ul style="list-style-type: none"> • Créer, adopter et garder à jour les profils du répertoire des programmes et de l'information sur les programmes. • Former un Comité de la mesure du rendement et de l'évaluation (CMRE). • Désigner un chef de la mesure du rendement. • Demander au Comité ministériel de vérification de faire un examen à l'automne 2016. • Obtenir les approbations de gouvernance ministérielle à l'automne 2016. • Obtenir l'avis du SCT et l'approbation ministérielle en 2017. • Conseiller les fonctionnaires du programme sur les nouvelles exigences en matière de mesure du rendement - collaboration entre le SGI, la DGVE et l'ULR. 				
Mettre en œuvre les mesures du SCT relatives aux services internes	Adopter la version révisée du <i>Guide sur les dépenses dans les services internes : comptabilisation, établissement de rapports et attribution</i> du SCT (entrée en vigueur le 1 ^{er} avril 2016), ce qui comprend la diffusion de l'information et la prestation de formation pour le personnel administratif du Ministère.		○	○	○
	Le travail de préparation du mode de compte rendu des mesures relatives aux services internes est toujours en cours et devrait se prolonger durant tout l'exercice 2016-2017 et au-delà.		○	○	○
	Participer au travail du SCT d'élaboration de mesures du rendement et de l'efficacité normalisés pour les programmes des paiements de transfert, ainsi que les mesures de résultat et les normes de service pour les programmes de services. La consultation interministérielle a été suspendue en milieu d'exercice.		○	⊙	⊙

Fonctionner de façon unifiée

Avec une organisation aussi importante et un mandat aussi vaste qu'ISDE, le Ministère doit concentrer ses efforts pour améliorer son approche à la gestion des priorités horizontales par l'utilisation d'outils pour créer des liens et collaborer, accéder à l'information afin de développer des solutions novatrices, et tirer parti de la puissance de nos réseaux internes. Un aperçu des jalons clés prévus pour les domaines d'intérêts de 2016-2017 est présenté dans le tableau ci-dessous. Des détails sur d'autres activités, qui font partie intégrante des efforts d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada d'améliorer la collaboration et la cohésion au sein de l'organisation (comme la mise en oeuvre du projet GCDocs et des initiatives de transformation des RH), sont décrits dans l'annexe 1.

Domaine d'intérêt 2016-2017

Coordonner avec les organisations du portefeuille

À ISDE, la coordination de portefeuille est assurée par plusieurs unités, selon leur champ d'expertise et leur rôle. Le Secteur de la gestion intégrée (SGI), le secrétaire général et les unités des politiques dans le Secteur des politiques stratégiques (SPS), travaillent directement avec les organisations du portefeuille, alors que le Secteur de la science et de l'innovation (SSI) et le Secteur de l'industrie (SI) fournissent un soutien aux organisations du portefeuille.

Liens	Latitude pour la mise en œuvre	Type de changement	Impact
Objectif2020 #SAFF #Greffier	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Décision ☞ Méthode ☞ Échéancier 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Processus ☞ Comportement ☞ Culture 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Tous les employés ☞ Régions

Indicateurs de performance

- À confirmer

Plan d'action 2016-2017	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Assurer la coordination et donner des conseils en ce qui concerne les rapports parlementaires, les délégations et les présentations au CT	<p>Les rapports ministériels sur le rendement (RMR) liés au portefeuille d'ISDE étaient prêts pour l'examen ministériel à la mi-septembre.</p> <p>Les instruments de délégation financière et contractuelle d'ISDE sont entrés en vigueur le 10 juin 2016.</p> <p>En tout, 23 présentations au Conseil du Trésor et attestations simplifiées ont été acheminées au CT et coordonnées au niveau du SGI.</p>		○	○	○
Assurer la coordination et donner des conseils en ce qui concerne les questions relevant du rôle du Bureau du secrétaire général (BSG) et de sa relation de	Donner des conseils sur la correspondance ministérielle, les réunions auxquelles participent les administrateurs généraux des ministres, les Affaires parlementaires, les déplacements ministériels requis dans le cadre des activités de portefeuille et les comptes rendus ministériels sur les enjeux particuliers des diverses organisations du portefeuille, et en coordonner les aspects.		○	○	○

soutien des bureaux des ministres					
Donner directement des conseils sur l'orientation stratégique et les investissements des organisations du portefeuille	Donner des conseils sur le contenu des documents de portefeuille, soutenir l'élaboration d'un mémoire au Cabinet sur les activités des organisations du portefeuille et coordonner les initiatives et activités conjointes directement avec les organisations du portefeuille concernées.		○	○	○

Domaine d'intérêt 2016-2017

Mener la transformation des services de la Direction générale des ressources humaines

Afin de soutenir une saine gestion ministérielle des RH, de tirer profit de la volonté existante d'améliorer les choses et de faire preuve d'une gestion des RH novatrice, un nouveau modèle opérationnel pour la DGRH est mis en œuvre. Le nouveau modèle de la DGRH fera en sorte que l'organisation des RH soit un véritable partenaire stratégique et catalyse l'instauration d'un programme stratégique sur le plan humain dans l'organisation.

Liens	Latitude pour la mise en œuvre	Type de changement	Impact
Objectif2020 #SAFF #Greffier	<ul style="list-style-type: none"> ☑ Décision ☑ Méthode ☑ Échéancier 	<ul style="list-style-type: none"> ☑ Processus ☑ Comportement ☑ Culture 	<ul style="list-style-type: none"> ☑ Tous les employés ☑ Régions

Indicateurs de performance

- Le Centre de service des RH a été inauguré.
- Des partenaires opérationnels en matière de RH ont été attribués aux différents secteurs.
- De nouveaux cadres de dotation et de classification sont en place.

Plan d'action 2016-2017	Jalons clés	Liens	État		
			Début d'exercice	Mi-exercice	Fin d'exercice
Poursuivre la mise en œuvre du plan triennal visant à établir le modèle de prestation de service par volets approuvé en 2015-2016	<p>La mise en place du Centre de service des RH avance comme prévu. Un numéro de téléphone sans frais est en place pour recevoir les appels liés à Mes RHGC et des équipes de travail sur la paye ont été créées pour enrichir la base de connaissances du centre d'appel et rédiger le contenu d'un nouveau site intranet pour la DGRH qui devrait être lancé au cours du présent exercice.</p> <p>Les postes de partenaires opérationnels des RH ont été pourvus et présentés aux secteurs. Les partenaires opérationnels sont en train de mettre à l'essai de nouvelles approches simplifiées visant à aider les secteurs à rendre leur planification intégrée plus efficace.</p>	Stratégie RH	○	○	○

	<p>Des discussions préliminaires ont eu lieu pour déterminer une approche <i>Lean</i> d'intégration des Finances et des RH, de manière à ce que la planification de la dotation s'harmonise avec les prévisions financières et les plans opérationnels en matière de RH.</p> <p>Des examens s'appuyant sur la méthodologie <i>Lean</i> de neuf processus de dotation et de classifications sont en cours. Un de ces processus se trouve à la phase de la mise en œuvre (nomination intérimaire de moins de quatre mois); quatre en sont à la phase du pilote (nomination interne, mise à jour et examen, employés occasionnels, nominations intérimaires de moins de quatre mois); quatre se préparent à la phase du pilote (dotation collective, détermination/modification du profil linguistique d'un poste, création d'une description de poste normalisée, prolongation de nomination intérimaire).</p>				
--	--	--	--	--	--

APERÇU FINANCIER

Ressources financières et tendances en matière de dépenses

Les Services internes sont composés de plusieurs activités et ressources dont la gestion et la surveillance, la gestion financière, la gestion des ressources humaines ainsi que la gestion de l'information, les technologies de l'information, les biens immobiliers et matériels, les acquisitions, les communications et les services juridiques.

Le tableau ci-dessous indique les niveaux de référence approuvés du Ministère à l'appui des services internes.

Poste	Dépenses prévues ⁵⁰	Autorisations de 2016-2017 disponibles à la période 5		Ressources humaines (ETP)
	2016-2017 (en milliers)	2016-2017 (en milliers)	% dépensé	2016-2017 Réel
Fonctionnement	132 097	132 097	58	1 384
Immobilisations	1 102	1 102	18	-
Subventions et contributions	-	-	-	-
TOTAL	133 199	133 199	58	1 384

Il n'y a pas de variations entre les autorisations en vigueur au début de l'année fiscale et celles disponibles à la période 5.

⁵⁰ Comme l'indique le Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017 (RPP), les dépenses prévues reflètent les fonds ayant déjà atteint les niveaux de référence du Ministère, ainsi que les fonds autorisés. Les dépenses prévues n'ont pas été rajustées pour inclure les renseignements contenus dans le budget de 2016, car ces dépenses étaient inconnues au moment de la préparation du RPP de 2016-2017.

Investissements prévus dans les projets et les acquisitions importantes d'immobilisations et de services

Investissements prévus: 2016-17 à 2020-21

Item	2016-2017 (en milliers de dollars)	2017-2018 (en milliers de dollars)	2018-2019 (en milliers de dollars)	2019-2020 (en milliers de dollars)	2020-2021 (en milliers de dollars)	TOTAL
Immobilisations	4 044	4 055	4 055	4 055	4 055	20 262
Services	4 824	4 815	4 844	4 873	4 904	24 259
Projets ⁵¹	14 557	6 757	3 398	2 255	1 585	28 553
TOTAL⁵²	23 425	15 627	12 297	11 183	10 543	73 075

Le tableau suivant présente un aperçu des principaux investissements ⁵³ prévus dans les immobilisations, les services et les projets. La description détaillée des divers éléments se trouve à l'Annexe 2.

Immobilisations > 500 000 \$

Description	Secteur responsable	Coût prévu de 2016-2017	Coût total prévu (5 ans) ⁵⁴	Durée (d'un exercice à un autre)
Droits de licence et frais de bureau du programme du SIFM	SIG	585 700 \$	2 969 564 \$	2016-2017 à 2020-2021
Factiva	BPI	270 564 \$	1 352 820 \$	2016-2017 à 2020-2021
Accord d'entreprise avec Microsoft	BPI	188 000 \$	940 000 \$	2016-2017 à 2020-2021
Ordinateurs portatifs et ordinateurs de bureau du Ministère	BPI	3 000 000 \$	15 000 000 \$	2016-2017 à 2020-2021

⁵¹ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total de projet prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

⁵² Comme il s'agit de nombres arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

⁵³ La *Politique de planification des investissements – Actifs et services acquis* du SCT définit un investissement comme étant l'utilisation de ressources dans l'attente de recevoir des bénéfices dans l'avenir, comme une augmentation de rendement, de revenus ou d'actifs ou l'acquisition de connaissances ou d'aptitudes.

⁵⁴ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

Services > \$500K

Description	Secteur responsable	Coût prévu de 2016-2017	Coût total prévu (5 ans) ⁵⁵	Durée (d'un exercice à un autre)
Services de vérification	DGVE	346 333 \$	1 731 665 \$	2016-17 à 2020-21
Services de sécurité pour ISDE	SGI	1 129 650 \$	5 928 659 \$	2016-17 à 2020-21
Programme d'aide aux employés	SGI	252 564 \$	1 123 476 \$	2016-17 à 2020-21
Services professionnels de TI pour les spécialistes des centres d'assistance	BPI	1 500 000 \$ ⁵⁶	7 500 000 \$ ⁵⁷	2016-17 à 2020-21
Soutien de maintenance du SGRH GC	BPI	395 500 \$	1 977 500 \$	2016-17 à 2020-21
Soutien et maintenance - Microsoft Premier	BPI	172 800 \$	864 000 \$	2016-17 à 2020-21
Poste de travail CA GEN	BPI	176 800 \$	884 000 \$	2016-17 à 2020-21
Maintenance - Oracle	BPI	723 200 \$	3 616 000 \$	2016-17 à 2020-21
IBM Cognos	BPI	126 808 \$	634 040 \$	2016-17 à 2020-21

Projets⁵⁸

Un certain nombre de projets visant à construire et à améliorer l'infrastructure organisationnelle ainsi qu'à mettre en œuvre les initiatives de transformation du gouvernement du Canada sont en cours de réalisation ou prévus au cours des cinq prochaines années. Les projets proposés et actifs de plus de 500 000 \$ sont décrits dans les tableaux suivants. Les projets de moindre envergure de moins de 500 000 \$ comprennent le projet de Modernisation de la paie, qui permettra d'intégrer ISDE au nouveau système de Modernisation de la paie du GC; le développement d'un système centralisé et normalisé pour accéder aux renseignements sur tous les projets de subventions et contributions qui sont à l'étude au sein du Ministère et des organisations régionales de développement; une initiative pour la transition vers une solution CRM unique à travers ISDE, afin de fournir des services cohérents et de répondre aux besoins des clients; et le développement d'un outil d'intelligence d'affaires afin de donner accès à la

⁵⁵ Le coût total prévu comprend les coûts prévus pour 2016-2017 à 2020-2021. Ce total peut différer du coût total prévu puisque des dépenses peuvent avoir été engagées lors des exercices antérieurs à 2016-2017.

⁵⁶ Le coût prévu pour cette année est de 1 500 000 \$, dont environ 3,95 % sont recouverts par FedDev Ontario, le Commissariat au lobbying du Canada et la Commission du droit d'auteur du Canada.

⁵⁷ Le coût prévu pour les cinq prochaines années est de 7 500 000 \$, dont environ 3,95 % sont recouverts par FedDev Ontario, le Commissariat au lobbying du Canada et la Commission du droit d'auteur du Canada.

⁵⁸ L'information sur le projet est tirée des données du 15 août, 2016 provenant du système de gestion du portefeuille ministériel de projets (GPMP). Le nouveau seuil reflète les décisions de la réunion du Conseil des investissements du 21 juillet, 2016.

Direction générale des ressources humaines aux système d'intelligence d'affaires utilisés présentement dans le Ministère and fournir une structure intégrée des renseignements sur l'effectif et l'organisation.

Projets > 500 000 \$ – Actifs

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total prévu du projet ⁵⁹	Durée (d'un exercice à un autre)	Étape en milieu d'exercice ⁶⁰	État de santé du projet	
						Coût	Calendrier
Informatique décisionnelle et analytique – Sous-projet 2	BPI	2 020 254 \$	2 440 741 \$	Avril 2016 à octobre 2018	3		
Informatique décisionnelle et analytique – GDM – Sous-projet 1	BPI	1 965 228 \$	3 535 477 \$	Novembre 2014 à mai 2017	4		
Consolidation des centres de données / Migration des environnements système	BPI	710 000 \$	2 353 584 \$	Avril 2013 à mars 2020	3		
Solution de gestion des cas et de la clientèle (grappe) SGCC	BPI	25 000 \$	1 406 200 \$	Janvier 2011 à novembre 2016	5		
GCDocs	BPI	3 717 392 \$	8 709 551 \$	Decembre 2012 à septembre 2017	4		
Gestion de l'identité à ISDE	BPI	0 \$	616 734 \$ (coût total du projet approuvé à l'évaluation graduelle 5)	Avril 2014 à mai 2016	Complété en mai 2016	n/a	n/a
Optimisation des imprimantes– Phase II	BPI	0 \$	566 000 \$ (Coût total du projet approuvé à	Juin 2008 à juin 2016	Complété en juin 2016	n/a	n/a

⁵⁹ Coût prévu du projet (phases 3-5).

⁶⁰ Des renseignements détaillés au sujet des 5 étapes du mécanisme des évaluations graduelles sont disponibles sur le site intranet du Bureau de gestion de projet ministériel : http://icweb.ic.gc.ca/eic/site/709.nsf/fra/h_00004.html.

⁶¹ Il y a eu des retards au niveau de la livraison par SPC de l'environnement technique pour GCDocs, des retards pour compléter la structure des dossiers ciblée pour les RH et Finances, ainsi que des retards liés à l'état d'avancement et l'utilisation de l'outil de migration.

Nom / Description	Secteur	Coût réel 2016-2017	Coût total prévu du projet ⁵⁹	Durée (d'un exercice à un autre)	Étape en milieu d'exercice ⁶⁰	État de santé du projet	
						Coût	Calendrier
			l'évaluation graduelle 5)				
Initiative de transformation du courriel (ITC)	BPI	50 500 \$	1 944 523 \$	Juin 2013 à octobre 2016	5	○	○
Initiative de renouvellement du Web du gouvernement du Canada (GC)	DGCM	1 552 601 \$	3 191 351 \$	Mars 2014 à 31 janvier 2018	4	○	○
Stratégie nationale de la gestion des locaux	SGI	3 082 000 \$	18 285 679 \$	Avril 2012 à mars 2020	4	○	○
Adoption de Mes RHGC (SGRH du GC v. 9.1)	SGI	704 765 \$	1 426 705 \$	Avril 2015 à octobre 2016	5	○	○
Interopérabilité du Web	DGCM	0 \$	1 830 192 \$	Janvier 2013 à septembre 2016	5	○	○
Renouvellement et accessibilité du Web	DGCM	0 \$	2 238 536 \$	Avril 2011 à septembre 2016	5	○	○

RISQUES ORGANISATIONNELS

En plus des priorités ministérielles déjà décrites, le Ministère a pris une approche proactive afin de limiter les risques potentiels associés aux Services internes. Le Secteur de la gestion intégrée (SGI) mettra en œuvre une stratégie visant à s'assurer que le Ministère est bien positionné pour tirer profit de l'occasion d'effectuer un changement de culture que lui offre Objectif 2020. De plus, le SGI et le Bureau principal de l'information (BPI) mettront en œuvre des stratégies pour assurer l'adoption de mesures de protection appropriées pour l'information de nature délicate. Le BPI s'efforcera également de voir à ce que l'on s'assure que les investissements axés sur les TI ne sont pas retardés faute d'un accès suffisant aux capacités et aux ressources du gouvernement du Canada.

Les jalons clés en milieu d'exercice pour le SGI comprennent les travaux d'élaboration d'un programme ministériel d'accompagnement et l'approbation d'une approche de recrutement étudiant pour les EC par le Comité de gestion des EC d'ISDE. En ce qui concerne la gestion de _____

l'information (GI) ministérielle, la nouvelle approche pour le programme de gestion des risques liés à la sécurité des TI promeut le concept de sécurité dès la conception et un examen du cadre de gouvernance de la GI existant au Ministère touche à sa fin. Les activités du BPI qui touchent les investissements axés sur les TI comprennent la présentation du Plan de TI 2016-2019 d'ISDE au SCT et la participation d'ISDE, à titre de membre actif, à l'équipe spéciale de planification des TI dirigée par le SCT, qui travaille notamment sur un cadre de fixation des projets prioritaires utilisable partout au gouvernement. L'annexe 3 contient plus d'information sur les plans d'action connexes.

STRATÉGIES EN RESSOURCES HUMAINES

Le tableau suivant présente les stratégies ciblées des ressources humaines développées par les secteurs et les programmes afin de relever les défis clés et appuyer la prestation des priorités ministérielles en 2016-2017.

Sous-programme	Secteur	Principaux enjeux en matière de RH	Mesures pour combler la lacune ou le besoin (Rapport de fin d'exercice)	État		
				Début d'exercice	Mi-exercice	Fin exercice
Gestion d'information	BPI	L'achèvement et la mesure du rendement des livrables ayant trait au gouvernement ouvert (GO) exigeront l'affectation de ressources supplémentaires afin de constituer une équipe sur le GO qui fournira des conseils et des orientations, soutiendra la diffusion des données et la tenue des répertoires de données et produira des rapports d'avancement.	<ul style="list-style-type: none"> Des ressources professionnelles ont été mobilisées pour le milieu d'exercice. Les processus de dotation par concours n'ont pas commencé. 			
Gestion des ressources humaines	SGI	De solides compétences en matière de services, un sens aigu des affaires, et une pensée stratégique seront essentiels pour assurer une gestion ministérielle des RH saine et la mise en œuvre d'un nouveau modèle opérationnel pour la DGRH. Toutefois, il existe actuellement des lacunes de compétences parmi les intervenants des RH. De plus, on observe, en particulier, une pénurie de spécialistes de la classification qualifiés.	<p>Jusqu'à présent, la moitié du personnel de la DGRH a reçu une formation spécialisée sur l'amélioration de l'expérience du client, et une formation sur la gestion stratégique des RH est actuellement donnée à des groupes de conseillers en RH. De plus, cinq groupes de travail ont été formés au sein de la DGRH, et chacun de ces groupes a commencé à se pencher sur un objectif de transformation des RH précis.</p> <p>À la mi-année, neuf processus de RH</p>			

			<p>distincts ont été examinés à l'aide de la méthodologie <i>Lean</i>, dont huit qui en sont à la phase du projet pilote ou s'y préparent.</p> <p>Parallèlement à la « Nouvelle orientation en dotation » de la CFP, ISDE a remplacé 14 instruments de politique en matière de dotation par une politique unique de dotation de 5 pages reliée à un cadre ministériel de responsabilisation en dotation axé sur les résultats.</p>			
--	--	--	--	--	--	--

